

« La Syrie, et maintenant ? Analyse politique, traitement médiatique et humanitaire à la peine »

Jeudi 28 Novembre 2013, à la Maison du Tourisme de Grenoble

Conférence organisée par les associations grenobloises Humacoop et IDEES avec la participation de Philippe DROZ-VINCENT, politologue, spécialiste du Moyen-Orient et Professeur des Universités en science politique à l'IEP de Grenoble ; Jean Paul BURDY, maître de conférences d'histoire à l'IEP de Grenoble ; Mohammed EL-OIFI, politologue, spécialiste des médias arabes et maître de conférences de l'IEP à Paris et Pierre MICHELETTI, ancien président de Médecins du Monde et professeur associé à l'IEP de Grenoble.

La conférence a été modérée par Eléonore PERRIER, historienne de formation spécialiste du monde arabe (IFPO Damas).

**LA SYRIE :
ET MAINTENANT ?**

**- ANALYSE POLITIQUE, TRAITEMENT
MÉDIATIQUE ET HUMANITAIRE À LA PEINE -**

CONFERENCE - DEBAT

Avec l'intervention de:
Eléonore PERRIER ;
Philippe DROZ-VINCENT ;
Mohammed EL-OIFI ;
Pierre MICHELETTI &
Jean-Paul BURDY.

LE JEUDI 28 NOVEMBRE 2013 - 19H30
MAISON DU TOURISME DE GRENOBLE

Arrêt "Hubert Dubedout" Tram A & B
Tout public - Entrée libre

Contact : Association Humacoop
04 76 51 11 06 / info@humacoop.com
- Ne pas jeter sur la voie publique -

UNIVERSITÉ Stendhal
VILLE DE GRENOBLE
IDEES HUMACOOP

Transcription de propos tenus à l'oral

Emeline FERRIER: Bonsoir à toutes et à tous. Tout d'abord, merci d'être venus si nombreux ce soir pour assister à cette conférence qui s'intitule : « *La Syrie : et maintenant ? Analyse politique, traitement médiatique et humanitaire à la peine* ».

Je suis Emeline FERRIER, la présidente de l'association IDEES qui co-organise cet événement aux côtés de l'association HUMACOOOP. Très brièvement pour ceux qui ne nous connaissent pas, IDEES signifie Initiative Des Étudiants pour l'Echange et la Solidarité et elle a été créée à l'initiative des étudiants du Master Coopération Internationale et Communication Multilingue de l'Université Stendhal Grenoble 3. Ce master vise à former des étudiants trilingues aux métiers de l'humanitaire et du développement pour répondre aux demandes de professionnalisation dans le milieu des organisations multilatérales et non gouvernementales. C'est pourquoi nous, IDEES, nous favorisons un débat citoyen autour des thématiques liées à la solidarité internationale et le développement durable. Nous répondons à cet objectif à travers la mise en place des manifestations culturelles ou solidaires, des actions de sensibilisation du public étudiant à Grenoble et dans son agglomération. Notre deuxième objectif est d'établir des passerelles entre le cadre universitaire et le monde professionnel, notamment à travers des manifestations que nous organisons, au cours desquelles les étudiants peuvent rencontrer des professionnels et mettre en pratique leurs compétences notamment en matière de gestion de projets. C'est le cas ce soir.

Je profite de cette occasion pour saluer le travail de tous les bénévoles de l'association qui ont donné beaucoup de leur temps et de leur énergie pour organiser cet événement pour faire en sorte qu'il puisse se dérouler dans les meilleures conditions. Donc je les remercie. Pour les personnes qui souhaiteraient en savoir plus sur l'association IDEES ou suivre nos actualités, rendez-vous sur notre page Facebook: asso.idees.grenoble. Vous pouvez également nous laisser vos coordonnées et votre email à l'entrée où nous avons des brochures.

Avant de laisser la parole, je tiens à remercier au nom d'IDEES l'association Humacoop, avec qui nous organisons régulièrement des conférences sur des sujets d'actualité liés à la solidarité internationale comme ce fut le cas en mars dernier où nous avons parlé de la situation du Sahel. Nous sommes heureux de renouveler chaque année ce partenariat et nous les remercions pour la confiance qu'ils nous accordent. Tous nos remerciements également à la Maison du Tourisme qui nous accueille gracieusement ce soir ainsi qu'à l'Université Stendhal Grenoble 3 et la Ville de Grenoble qui nous apportent un précieux soutien.

Pour conclure, je souhaiterais faire allusion au grand poète syrien contemporain Nizar QABBANI, né à Damas en 1923 car il était l'auteur d'un magnifique poème « *Une lune damascène* », un éloge à sa ville natale qui montre la richesse culturelle et historique de la Syrie. Il y a seulement quelques années encore, il était possible d'entrer en Syrie en tant qu'étudiant en arabe pour y étudier. Or aujourd'hui, il n'est même plus possible, même pour les humanitaires, d'y avoir accès et le pays se trouve dans une crise profonde. C'est cette crise et les enjeux aussi bien humanitaires, médiatiques que politiques que nous souhaitons aborder avec vous ce soir. Nous remercions les intervenants qui ont accepté notre invitation. Nous sommes donc très heureux de recevoir ce soir Eléonore PERRIER, Philippe DROZ-VINCENT, Mohammed EL-OIFI, Pierre MICHELETTI, ainsi que Jean-Paul BURDY qui vont, à n'en pas douter, nous donner des éléments nous permettant d'avoir une lecture plus fine et plus claire de la situation extrêmement complexe à laquelle sont confrontés et la Syrie

et la communauté internationale dans son ensemble. Au nom d'IDEES, je vous souhaite à tous une excellente et enrichissante soirée. Je vous remercie et je laisse la parole à Madame PERRIER, modératrice du débat. Merci.

Eléonore PERRIER: Merci Emeline FERRIER pour cette présentation d'IDEES et d'Humacoop. Je ne reviendrai pas là-dessus. Vous avez compris ce partenariat particulier entre une association étudiante et une association grenobloise qui œuvre dans le champ humanitaire et celui de la formation et également du débat citoyen. C'est pour ça que nous sommes là ce soir.

Ce soir, on va donc plancher avec nos quatre intervenants qui ont répondu positivement à notre invitation, sur un pays qui connaît certainement une des crises humanitaires les plus graves du XXI^{ème} siècle. Notre questionnement porte sur « *La Syrie : et maintenant ? Analyse politique, traitement médiatique et humanitaire à la peine* ».

Les actualités évoquent la conférence de paix de Genève II, c'est-à-dire un processus politique, international, rassemblant notamment le gouvernement syrien et l'opposition. Il se tiendra le 22 janvier prochain. Ce processus traduit une logique de paix qui a manqué cruellement depuis le début de l'insurrection en 2011.

La Syrie, de quoi parle-t-on ? D'un pays de 285 000 km², c'est-à-dire le tiers de la France.

C'est un pays qui a été sous la domination ottomane. Permettez-moi de remonter le fil de l'histoire. Cet État était sous la domination ottomane depuis le début du XVI^{ème} siècle. Il a été sous mandat français à partir de 1920 suite au traité de Sèvres qui faisait suite aux accords Sykes-Picot, accords secrets conclus entre la Grande-Bretagne et la France en 1916.

C'est un pays qui vit dans l'entre-deux-guerres des mouvements d'indépendance qui se sont confrontés aux autorités françaises. La France bombarde Damas en mai 1945 et est contrainte d'évacuer la Syrie en 1946. C'est une mémoire, j'ai envie de dire, encore vive, pour y avoir vécu il y a quelques années.

C'est un pays qui vit de coups d'Etat en coup d'Etat, qui a expérimenté une indépendance douloureuse, passant par l'expérience de la République Arabe Unie avec l'Égypte de 1958 à 1961, un pays qui a vécu le coup d'Etat du général Hafez al-Assad en novembre 1970, qui fait adopter une constitution en 1973 définissant la Syrie comme « *un État démocratique, populaire et socialiste* ». C'est l'ère du baasisme, marqué idéologiquement comme un socialisme laïque. Son nom actuel est la République Arabe Syrienne.

En 1994 décède accidentellement le fils aîné de Hafez al-Assad, Bassel al-Assad. C'est donc Bachar al-Assad qui faisait ses études d'ophtalmologie en Angleterre, qui revient, contraint, en Syrie, et se forme aux armes militaires. Bachar al-Assad accède à la présidence en juin 2000 suite au décès de son père. A cette époque, un vent d'espoir s'est levé et il est retombé assez rapidement devant l'incapacité de Bachar al-Assad à instaurer une démocratie active.

La Syrie, de quoi parle-t-on ? C'est un territoire situé dans l'ancienne Mésopotamie, entre le Tigre et l'Euphrate. Plus récemment, si on évoque le XX^{ème} siècle, la Syrie constitue un État-clé du Proche-Orient, un pays en tension permanente avec ses voisins :

- Une tension ancienne est celle avec Israël. Depuis la guerre israélo-arabe de 1967, ces deux pays sont officiellement en guerre. Le plateau du Golan, annexé par Israël est la

pierre angulaire à tout processus de paix israélo-syrien. Le droit international reconnaît la souveraineté de la Syrie sur le plateau du Golan. La frontière ou plutôt la zone-tampon est tenue par les casques bleus.

- Une tension avec le Liban, pays multiconfessionnel depuis sa naissance avec les frontières actuelles datant de 1920. Le Liban est un lieu historiquement privilégié de dialogues entre les Arabes et le reste du monde. C'est un pays qui a connu une guerre civile dévastatrice entre 1975 et 1990 opposant le front libanais qui était une coalition à dominante maronite à une coalition palestinienne à dominante musulmane. Le Liban est ensuite passé sous tutelle syrienne de 1990 à 2005. En février 2005, l'assassinat de Rafiq Hariri replonge le Liban dans la crise. La Syrie est alors contrainte de se retirer sous la pression internationale. Pour autant, le Liban est toujours dans une situation complexe. En juillet 2006, suite à l'enlèvement du soldat Gilad Shalit par le Hezbollah, Israël bombarde durement le Liban.
- Une tension avec l'Irak, pays baasiste, pays frère de la Syrie selon l'expression commune, qui a subi les guerres de 1991 et de 2003. Le droit d'ingérence et le fait d'imposer la démocratie par les bombes ont vécu. Ces guerres ont eu des répercussions sur la Syrie par l'accueil d'un très grand nombre de réfugiés irakiens dès 2003 avec de nombreux effets induits sur l'économie, le logement, l'alimentation, la monnaie; une instabilité liée au trafic, notamment d'armes, que l'on trouve aux frontières, aux bords de l'Euphrate et dans le désert syrien.
- Une tension avec la Turquie, il s'agit d'une situation historiquement difficile, car nous sommes en territoire kurde de part et d'autre de la frontière. Cette situation est niée d'une certaine manière par les pouvoirs syriens et turcs depuis la partition de ces pays et même si le droit international a créé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la question kurde reste pendante et a un impact sur la Syrie, la Turquie, l'Iran et l'Irak. Par ailleurs, depuis son indépendance, la Syrie revendique le territoire d'Alexandrette qui se situe au Sud de Lattaquié, au Nord-Ouest.
- Une tension avec la Jordanie, au Sud, qui est une monarchie arabe perçue comme pro-américaine et qui a constituée la base de camp des premiers rebelles en Syrie. Nos intervenants y reviendront sans nul doute.

Je viens d'évoquer brièvement les États limitrophes. Évidemment, nous ne pouvons pas parler de la Syrie sans évoquer la Palestine. A la suite de la guerre en Palestine en 1948, l'installation des réfugiés palestiniens au Liban, en Jordanie, en Syrie est massive. La Syrie a soutenu depuis lors des groupes palestiniens tels que le Hamas, du fait essentiellement du conflit entre la Syrie et Israël.

L'Iran a une alliance stratégique régionale ancienne avec la Syrie qui s'est approfondie en 2006 avec une coopération dans le domaine militaire. L'accord récent sur le nucléaire iranien montre la volonté de sortir par le haut des conflits liés au nucléaire. L'Iran pèse sur ce qui se passe en Syrie, bien évidemment.

On va évoquer la Russie et ses liens anciens avec Hafez al-Assad qui a reçu d'importantes livraisons d'armes de la Russie. Avec Bachar al-Assad, le dialogue stratégique et économique s'est renforcé.

En ce qui concerne les liens avec les puissances occidentales, je ne rentrerai pas dans les détails, mais ce qu'on peut constater est que la Syrie n'est pas un pays comme les autres. C'est un pays pivot de toute politique stratégique au Proche Orient.

La Syrie, de quoi parle-t-on ? D'un pays de 24 millions d'âmes aux confessions multiples : sunnites, alaouites, druzes, chiites, chrétiens, orthodoxes, sans oublier les communautés kurdes et arméniennes. C'est une mosaïque confessionnelle et ethnique.

C'est un pays qui entre dans la tourmente à la suite des révolutions arabes en Tunisie, en Egypte et en Libye. Le précédent libyen nous intéresse car l'interprétation de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur le « droit de protéger » amenant un interventionnisme militaire en dehors du cadre international a conduit la Russie, la Chine et les pays émergent à ne plus cautionner le droit d'ingérence.

C'est un pays qui voit se développer la gangrène de la guerre civile, une guerre barbare : plus de 100 000 morts, des blessés, des otages, une tension internationale accrue depuis les bombardements utilisant les armes chimiques en août 2013, une position des États-Unis extrêmement prudente avec Barack Obama cherchant les modalités pour sortir de la logique de guerre et trouver et inventer même, celles de la logique de paix. Une préoccupation internationale forte pour rentrer dans une logique de paix crée d'ailleurs l'enjeu majeur en vue des accords de paix de Genève II que j'ai évoqués au début de la conférence.

« La Syrie : et maintenant ? ». Autour de ce thème, voyons ce qui se passe, ce qu'on peut faire et comment on peut le faire. Merci à nos quatre intervenants d'avoir accepté d'éclairer la situation particulièrement délicate.

Pourquoi vous avons-nous invité ? Brièvement. A ma droite, Philippe DROZ-VINCENT qui a publié un ouvrage en 2004 qui s'intitule « *Moyen Orient, pouvoir autoritaire, société bloquée* » qui est Professeur des Universités en science politique à l'IEP Grenoble, notamment. Jean-Paul BURDY, professeur d'histoire et chercheur au GREMMO (le Groupe de recherche et d'étude sur la Méditerranée et le Moyen Orient) dépendant de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée à Lyon, qui a publié en 2013, au printemps « *La Syrie, la régionalisation et les enjeux d'une guerre imposée* ». Mohammed EL-OIFI, qui est politologue et spécialiste des médias et des opinions publiques, maître de conférence à l'IEP de Paris, notamment. Et enfin, Pierre MICHELETTI qui a publié en 2008 « *Humanitaire, s'adapter ou renoncer* », qui a mené de nombreuses opérations sur le terrain et qui est l'ancien président de Médecins du Monde, également professeur à l'IEP Grenoble.

Je vous propose donc de commencer par l'intervention de Philippe DROZ-VINCENT à qui je vais demander de dresser un tableau d'ensemble de la manière la plus pédagogique possible afin de comprendre comment la Syrie est passée d'une mobilisation pacifique à une militarisation. Puis, je donnerai la parole à Jean-Paul BURDY, ensuite à Mohammed EL-OIFI, Pierre MICHELETTI et enfin donnerai la parole aux personnes présentes dans la salle pour ouvrir le débat. La parole est à vous.

Philippe DROZ-VINCENT: Merci pour votre invitation. Ce soir, je vais essayer de parler de l'aspect politique et de vous faire comprendre, en un quart d'heure, vingt minutes, comment on est passé d'une mobilisation de la société contre l'autoritarisme - selon le modèle générique des printemps arabes - à un conflit de plus en plus complexe dans ses niveaux.

Quatre éléments et puis un cinquième en conclusion.

Premier élément, tout a commencé avec une mobilisation massive et pacifique qui avait un caractère tout à fait inédit en Syrie. Le régime était très spécifique, du moins le prétendait-il et

un certain nombre d'observateurs extérieurs avançaient aussi cette hypothèse : de fait de son appareil répressif qui de longue date avait annihilé progressivement toute forme d'organisation politique autonome et du caractère stratégique du pays, pivot central pour de nombreuses questions stratégiques régionales. D'ailleurs, le régime Assad espérait - de ces spécificités internes et puis de ce qu'on appelait sa position de résistance face au projet américano-israélien (ce qu'on appelait la posture de résistance *al mouqawama*) - que des mouvements du type de ceux vus en Tunisie ou en Egypte ne se dérouleraient pas en Syrie. C'est vrai que la Syrie était très spécifique. Il n'y avait pas cette espèce de pluralisme par le bas au niveau de la société, pas de pluralisme politique, que vous aviez en Egypte à partir des années 90 et, plus encore, dans les années 2000 et qui a explosé en 2011 ou encore en Tunisie. Et pourtant, en Syrie, même s'il n'y avait pas tous ces facteurs, donc si il y avait un certain nombre d'immunisations du régime, il y a eu en 2011 des dynamiques internes de mobilisation de la société, des périphéries d'abord au sens géographiques (des villes comme Deraa, Douma, etc.), qui ont produit un mouvement de contestation massif non sectoriel (ce n'est pas un secteur de la société : des intellectuels, des ouvriers, la classe moyenne – trans-classe en quelque sorte), un mouvement non confessionnel (il y a également une contestation qui mobilise des alaouites), un mouvement pacifique au départ et donc un mouvement national large qui va se répandre dans les espaces publics (sur les places des villes selon le modèle Tahrir), c'est à dire contester le régime autoritaire dans ce qu'il veut contrôler : les apparences, faire que, dans l'espace public, tout paraisse normal et diffuse l'impression que le régime contrôle tout. Donc un mouvement syrien qui va prendre une ampleur tout à fait inédite, autour des revendications qui circulent dans le monde arabe transnationalement, c'est-à-dire tous ces slogans génériques de démocratie, de liberté *houria*, de dignité *karama*, etc. Donc ça c'est un premier point extrêmement important, il y a eu ce type de mobilisations dès le départ en Syrie.

Deuxième point, comment est-ce qu'on en est arrivé à une progressive militarisation ?

Il faut dire que, dès le départ, la réponse du pouvoir a été la répression et l'utilisation des peurs confessionnelles, à la fois des menaces d'intimidation par les médias afin de faire peur (campagnes d'affichage, etc.) et puis aussi des actes concrets comme promouvoir des incidents confessionnels à Lattaquié, dans la périphérie de Homs, etc.

La militarisation est venue d'une forme d'autodéfense d'abord de la société. Il est vrai qu'en Syrie, les gens font leur service militaire donc ils savent utiliser des armes et il y a eu des désertions assez rapidement devant l'ampleur de la répression exercée par le régime; des désertions importantes où les gens partaient avec leurs armes. Et puis, petit à petit, devant également l'inaction internationale à partir de l'automne 2011 (l'action internationale avait été plus ou moins promise ou suggérée, une hypothétique *no fly zone*, des éventuels couloirs humanitaires), les gens ont commencé à se militariser et à se défendre dans des formes d'autodéfense, en défendant leur village, leur quartier, etc., puis en étant plus actif en lançant des embuscades sur les convois des forces de sécurité voire en essayant de contrôler certaines zones.

Donc il y a une espèce de militarisation progressive sous cet effet-là, mais la militarisation vient surtout d'une stratégie du pouvoir de jouer la guerre parce qu'écraser les manifestations pacifiques avec des moyens militaires lourds (comme des chars), c'est quelque chose d'extrêmement délégitimant pour le régime; surtout en ces temps où circulent des images, des vidéos, des téléphones portables, etc. Donc tout le monde voyait la répression. Alors que pousser la contestation à la militarisation progressive, c'est aussi une façon pour le régime de créer deux camps qui s'affrontent militairement et de créer une légitimation à l'usage de la force armée pour réprimer contre des groupes, cette fois-ci, armés (qui plus est, la présence de

groupes armés manipulant les manifestants, qui plus est des groupes étrangers, faisait partie de la propagande du régime diffusée dès le début par les médias officiels).

Donc début 2012, la mobilisation a pris une tournure militaire avec de véritables combats, des retraits de forces du régime dans certains endroits, des sièges par le régime (quartier de Bab Amro à Homs etc.) pour reconquérir des quartiers dont il avait perdu le contrôle.

Troisième élément, à la guerre, se sont rajoutés deux autres éléments : le confessionnalisme et le djihadisme. Cela introduit d'autres dimensions ; c'est-à-dire que le conflit est non seulement militaire mais va devenir aussi confessionnel.

Les identités ont toujours été complexes en Syrie, en particulier confessionnelles. Les gens ont l'habitude de vivre ensemble avec des identités complexes. Il est vrai que, en période de crise donc de conflit militaire, les identités deviennent plus exacerbées. On commence à regarder l'autre comme un membre de tel groupe et d'insister sur les différences.

Le régime a aussi beaucoup joué dans cette phase-là, pour pousser à la confessionnalisation du conflit, pour créer un environnement favorable à la poursuite de ce qu'il appelle « son effort de guerre » parce que le régime peut se présenter comme un espèce de rempart face au chaos confessionnel en train de monter avec la multiplication des incidents confessionnels; quitte à les provoquer évidemment, parce que c'est beaucoup mieux si vous les provoquez pour ensuite pouvoir montrer combien le confessionnalisme est dangereux. Ça permet de resserrer sa base alaouite, plus un certain nombre de minorités, devant la peur d'une montée des sunnites. Les sunnites ruraux qui étaient une des bases sociales du régime de Hafez el-Assad et très présents dans l'armée ont beaucoup déserté. C'est pour ça que les mouvements ont commencé à Deraa, Douma, etc., des zones qui sont des bastions du régime Hafez al-Assad, des bastions baasistes, et qui sont devenus des bastions de la révolte.

Donc la confessionnalisation du conflit a été utilisée et, beaucoup mieux que la confessionnalisation, autre élément : le djihadisme.

Le discours du régime dénonçant dès le départ (mars 2011) les mouvements de protestations comme manipulés par l'extérieur - il y avait toute une liste de gens – et, en particulier mené par des djihadistes armés était faux au départ. Il était largement faux en début 2012 mais il va petit à petit devenir une réalité.

Bien sûr il y a des dynamiques qui ne dépendent pas du régime, c'est-à-dire que la militarisation, la complexification et l'enlisement du conflit a un effet d'attraction comme toutes les zones instables (les Balkans dans les années 90, la Somalie, l'Irak, l'Afghanistan, le Mali) sur les djihadistes qui fonctionnent autour de réseaux transnationaux et s'organisent pour venir mener leur combat dans ce type de zones de conflit.

Mais le régime a aussi joué, c'est-à-dire qu'on voit très bien comment le régime a libéré des djihadistes. Il les avait utilisés dans une forme de « dialogue » avec le nouveau voisin qu'il avait eu en 2003; c'est-à-dire les Américains envahissant l'Irak. Il les avait donc utilisés en les envoyant en Irak pour faire pression sur l'administration américaine en déstabilisant leurs projets de reconstruction ; et, puis, comme il avait changé de forme de dialogue, au sens où le dialogue devenait plus constructif avec les Américains et que ces derniers, pour sortir de leurs difficultés et se retirer d'Irak étaient prêts à un certain nombre de discussions avec les Syriens, à ce moment-là il avait emprisonné à partir de 2006 ces djihadistes revenant d'Irak. Et donc, à partir de mai 2011, le régime, par une amnistie des prisonniers politiques a très largement libéré les djihadistes, en sachant très bien l'effet que cela allait créer, c'est-à-dire ça allait renforcer le djihadisme en Syrie. Donc, un conflit qui se confessionnalise et dans lequel arrivent des acteurs djihadistes.

Quatrième élément, vont s'introduire sur ce conflit les facteurs régionaux et extérieurs. On se rend compte que, dans les ébranlements du printemps arabe (décembre 2010 et début 2011), ce qui est fondamental, ce sont les facteurs internes : les mobilisations des sociétés contre l'autoritarisme, des facteurs fondamentalement endogènes.

Bien sûr, on est dans une région stratégique donc les facteurs régionaux et internationaux sont présents. Mais, ce qu'on constate si on regarde un cas tout à fait stratégique comme l'Égypte, si ces mobilisations internes règlent rapidement le problème par la chute du régime (*isqat al-nizam*), les facteurs extérieurs prennent en fait acte du changement. Alors que si le conflit s'enlise comme c'est le cas en Syrie, si le régime se maintient en jouant des stratégies que j'ai essayé de décrire, à ce moment-là, les facteurs régionaux et internationaux se superposent et convergent dans le conflit. Ça va compliquer considérablement la structuration de l'opposition et exacerbe considérablement ses contradictions. Dans le débat, est ce que l'opposition doit rester un mouvement pacifique ou devenir un mouvement armé ? Et, dans la militarisation, le fait qu'il y ait des soutiens extérieurs (Arabie Saoudite, Qatar, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Turquie d'un côté, Russie et Iran de l'autre) joue un rôle et pousse les acteurs à la militarisation aussi. Donc, est ce qu'on doit être un mouvement pacifique ou un mouvement armé ? Est-ce que la mobilisation est un mouvement national ou anti-alaouite ? Est-ce qu'elle est un mouvement arabe (ce qui veut dire implicitement anti-kurde pour cette partie de la population syrienne) ou un mouvement national syrien ?

Et donc tous ces facteurs vont venir se superposer sur les dimensions de conflit que j'ai décrites et vont construire d'autres dimensions. Vont se construire des alignements, au niveau des facteurs régionaux. C'est du discours bien sûr. La réalité est plus complexe, mais les discours ont des effets de réalité en politique ; et puis là c'est aussi une réalité très concrète parce qu'on tue. Donc avec des discours on force aussi la réalité et les gens à choisir un « camp ». Vont se construire des alignements entre des conservateurs sunnites (Arabie Saoudite et Qatar qui soutiennent l'opposition) opposés à un axe dit chiite (Iran, Irak, Hezbollah), dont on reparlera donc je n'insiste pas trop.

Et le niveau international va aussi s'introduire, c'est-à-dire que la Russie va intervenir. Ce qui intéresse la Russie, ce n'est pas le port de Tartous, ce ne sont pas ses intérêts en termes de vente d'armes, ce n'est pas son allié syrien particulièrement, mais c'est la volonté d'exister face aux Occidentaux après le précédent libyen (la fameuse invocation de la responsabilité de protéger), d'exister et de compter en politique étrangère, de jouer un rôle de puissance et donc de parasiter tout projet d'intervention perçue comme une intervention occidentale pour régir le monde, en tout cas le Moyen-Orient en mutation. A partir de ce moment-là, la Russie et un facteur régional, l'Iran, ont pu servir de ligne de survie au régime syrien, en termes d'approvisionnement d'armes et puis de blocages de toute perspective d'intervention internationale (*no-fly zone*, couloirs humanitaires, voire toute autre forme d'intervention militaire).

Cinquième et dernier point, je dirai que l'essence du mouvement, c'est-à-dire le point de départ : un mouvement de jeunes, de classes moyennes et urbaines, ouvert sur l'extérieur parce que connecté qui a réutilisé ces slogans de liberté *houria*, de dignité *karama* et d'humanité, *insaniyya*, existe toujours. Il n'est pas perdu mais, simplement, il a été occulté par l'ampleur de la militarisation. Il a fortement débattu l'option de la militarisation. Un certain nombre de gens sont restés contre la militarisation, d'autres passent à la militarisation c'est-à-dire prennent les armes de temps en temps et, puis, reviennent à une activité plus civile parce que leur but c'est de construire la Syrie, pas de construire des milices.

Bien sûr, cet élément-là existe toujours, mais – bien entendu - ce n'est pas celui dont on parle, parce que ce n'est pas lui qui fait la une des actualités ; pas celui qui tue et qui montre qu'il tue, puisque ce n'est pas ça qui frappe (les images d'atrocités). Et, donc quelque part, ils ont

été écrasés du point de vue de l'actualité par la violence, le confessionnalisme, le djihadisme, la liste des groupes djihadistes qui se recomposent, etc.

Mais l'avenir de la Syrie passera par cet élément-là car ce sont ces gens qui sont capables de reconstruire la Syrie. Simple, au vu de l'importance qu'ont pris les facteurs régionaux et internationaux, un règlement par le haut qui n'est qu'à peine entamé (qui a vu un début d'entente américano-soviétique dont on pourra reparler sur les armes chimiques) mais un règlement par le haut, en particulier par des facteurs internationaux sera nécessaire pour permettre éventuellement à cette dynamique civique – qui est le moteur de la révolution "syrienne" – de reprendre la main nettement dans les dynamiques et de reconstruire un pays à l'issue de la chute du régime qui de toute façon sera inévitable.

Eléonore PERRIER: Merci pour cette présentation politique.

Jean-Paul BURDY: Comme M. DROZ-VINCENT vient de le dire, le conflit syrien s'est rapidement régionalisé et internationalisé. Je vais donc traiter d'un des acteurs régionaux, à savoir le Hezbollah libanais, en essayant de relever quel est l'argumentaire justificatif de l'intervention de ce Hezbollah libanais sur le territoire syrien, et je vais insister sur les tensions induites par cette intervention du Hezbollah sur le terrain. Je souhaite tout d'abord rappeler trois éléments chronologiques :

Premier temps quand le conflit prend de l'ampleur au milieu de l'année 2011, le Hezbollah libanais, qui est un allié politique traditionnel de Damas - étant entendu que l'on pourra toujours discuter de la nature des relations entre le Hezbollah et le régime de Damas. Ainsi milieu 2011, le Hezbollah annonce qu'il soutient politiquement le régime de Bachar al-Assad contre, je cite, « un complot de déstabilisation mené de l'étranger », tout en appelant à travers son secrétaire général, Hassan Nasrallah, je cite aussi, « au soutien des réformes du dialogue et à la fin des violences dans le pays ». On peut considérer que c'est un discours vide de sens et, en même temps, ça ne l'est peut-être pas tant que cela quand Hassan Nasrallah en parle en 2011. Pourquoi? Parce qu'à ce moment-là, mi-2011 ou automne 2011, Hassan Nasrallah précise bien et définit ce qu'il appelle « la politique de dissociation » du Hezbollah. « Cette politique de dissociation », c'était: "nous soutenons le régime politique de Bachar al-Assad mais nous n'avons pas l'intention d'intervenir sur le terrain. Il y a les affaires libanaises, et le Hezbollah est une force politique qui intervient dans le champ libanais ; et nous soutenons le régime de Damas, mais nous n'avons pas vocation à intervenir en Syrie. » Il ne s'agit pas uniquement d'un discours propagandiste comme on a tendance parfois à le dire. C'est donc le premier épisode, avec une non-intervention sur le terrain, en même temps qu'un soutien politique au régime de Damas.

Le deuxième épisode, difficile à dater, mais c'est début 2012, au printemps 2012 quand, confronté à l'incapacité de Damas de contrôler la situation sur le terrain, le Hezbollah va commencer à intervenir militairement dans différents endroits. Et d'abord effectivement dans les quartiers notoirement chiites de Damas, en particulier autour du mausolée de SayyidaZaynab dans la banlieue sud-est de Damas, quartier dans lequel il y a beaucoup d'Iraniens ; ou bien encore dans des zones ou autour des villages chiites proches du Liban. Cette intervention sur le terrain des milices du Hezbollah se fait dans la discrétion la plus totale. Dès lors, comment la connaissons-nous? Nous le savons parce qu'on a commencé à enterrer un peu partout au Liban, mais surtout dans la Bekaa et au sud-Liban, des « victimes du djihad ». Mais elles étaient enterrées de manière extrêmement discrète, sans flonflons et sans grands discours. Par parenthèse, une des questions est de savoir si à ce moment-là, en

commençant à intervenir sur le terrain, le Hezbollah a obéi directement à des ordres de Téhéran.

La troisième étape est plus connue, c'est l'intervention militaire massive au printemps 2013, qui a été illustrée principalement par la bataille de Qousseir, au nord de la Bekaa libanaise, dans les mois de mai et juin 2013. Cette bataille a permis aux troupes du Hezbollah et aux troupes du régime de Damas de reprendre le contrôle d'une douzaine de villages, relativement stratégiquement placés entre Damas et la région alaouite, le long de la Méditerranée. Et là, le Hezbollah, a très publiquement assumé sa participation et a organisé dorénavant des funérailles publiques au Liban avec grands discours, portraits des martyrs (les shahid), défilés d'une garde d'honneur armée, etc.

Il y a donc trois étapes assez nettement distinctes : la volonté de non-intervention, puis l'intervention discrète puis l'intervention publique. Actuellement, depuis le début de l'automne 2013, le Hezbollah aurait apparemment retiré une partie de ses milices de Syrie, mais continue à combattre sur le terrain dans les banlieues de Damas et, paraît-il, dans la région d'Alep - mais enfin cela reste à prouver.

Sur cette base chronologique, trois éléments de réflexion :

Premièrement, quels sont les arguments du Hezbollah pour justifier cette intervention auprès de Bachar al-Assad ? On a entendu des discours propagandistes classiques, qui consistent à dire que ce qui se passe en Syrie est « le fruit du complot américano-sioniste » : cela ne nous intéresse pas, dans la mesure où ce discours très traditionnel, qui n'est guère opératoire. En revanche, on peut analyser les discours du secrétaire général du Hezbollah – et il est très intéressant de constater qu'Hassan Nasrallah, qui n'est pas un homme nécessairement très prolixe, a multiplié les discours et les interventions publiques depuis 2011 et surtout 2012. Il intervient très souvent, y compris en public, ce qu'il n'a pas l'habitude de faire pour des questions de sécurité, comme vous pouvez l'imaginer. Dans ses discours, Nasrallah dit soutenir le régime de Damas pour, je cite, « défendre et sécuriser le passage de la résistance ». Il développe ainsi : « il s'agit de sauver l'Axe de la résistance qui s'étend depuis l'Iran en passant par la Syrie et les résistances libanaise et palestinienne ». Il faut comprendre par là que si le régime de Bachar al-Assad tombe, le Hezbollah perd un espace fondamental pour son approvisionnement en armes, armes venant pour l'essentiel d'Iran et accessoirement d'autres régions du monde. Le Hezbollah perdrait ainsi cette fonction de transit du territoire syrien, laquelle représente la condition de la force de frappe du Hezbollah contre Israël. Donc l'argument principal de Nasrallah n'est pas tellement de dire qu'il faut soutenir le régime de Bachar al-Assad en soi, mais bien qu'il faut sauver « l'Axe de la résistance », sous-entendu les capacités du Hezbollah à s'approvisionner.

Le deuxième argument qui est avancé, c'est de protéger les chiites de la région ; cela fait partie de ce que l'on pourrait appeler « la raison sociale du Hezbollah » depuis sa création en 1982. Et, dans le cas syrien, on affirme que les chiites sont effectivement menacés par la djihadisation sunnite du conflit. Dans un premier temps, c'était un faux argument, car la confessionnalisation, comme M. DROZ-VINCENT vient de le dire, a été progressivement construite par le régime. Les discours du régime sont ensuite devenus performatifs et opératoires, mais dans un premier temps, lors de la contestation démocratique et pacifique initiale, les chiites n'étaient pas spécialement plus menacés que d'autres. En revanche, effectivement, à partir d'un certain moment, depuis le milieu de l'année 2012, alors effectivement, les chiites, les alaouites, et globalement beaucoup de minorités sont menacés

par la djihadisation de l'opposition militarisée. L'argument du Hezbollah repose bel et bien sur ce que j'appellerais par facilité « la raison sociale du Hezbollah » depuis trente ans: construire et protéger les populations chiites au Liban et en Syrie. Car il est très intéressant de constater qu'au moment de la bataille de Qousseir, Nasrallah a dit: "nous défendons les habitants chiites des villages de Qousseir, qui sont des chiites libanais, et qui se trouvent en territoire syrien du fait des partages historiques en 1920. Mais ce sont bien des chiites libanais. » Plus intéressant encore, il s'agit de protéger les chiites, mais il s'agit aussi de protéger la multi-confessionnalité de la Syrie. Car il ne faut pas oublier que, quand on parle du Hezbollah chiite, celui-ci est politiquement allié à une partie des chrétiens libanais (le Courant patriotique libre, le CPL du général Aoun) ; ou encore que, parmi les députés du Hezbollah dans la Bekaa libanaise, on a des députés chrétiens. Il ne faut pas l'oublier cette dimension qui dépasse le seul chiisme : donc le discours du Hezbollah se revendiquant de la protection des chiites et de toutes les minorités, du multi-confessionnalisme et du sunnisme modéré, vaut ce que cela vaut, mais c'est un argument qui mérite d'être pris en compte.

Deuxième point, les tensions au sein du Hezbollah et de la communauté chiite. Contrairement à ce que l'on pense en général, le Hezbollah n'est ni une entité monolithique, ni un parti hégémonique sur la communauté chiite libanaise. Dès 2012 donc, on a entendu de la part de personnalités qui appartiennent notoirement au Hezbollah, ou qui sont proches du Hezbollah, ou encore dans la galaxie chiite libanaise, des critiques assez virulentes contre l'engagement sur le terrain des milices du Hezbollah. On a entendu ou lu des dignitaires religieux -des clercs chiites, des ministres, des députés, des groupes étudiants de Beyrouth, et même une pétition de jeunes chiites du Sud-Liban : tous s'exprimant plus ou moins sévèrement contre l'intervention du Hezbollah en Syrie. Deux critiques principales ont été exprimées :

Première critique : le fait de soutenir le régime dictatorial de Bachar al-Assad, alors que la révolte en Syrie est « une révolte des opprimés contre les oppresseurs » : c'est là une terminologie typiquement chiite. Dès lors, pourquoi soutenons-nous la révolution au Bahreïn, révolution des opprimés chiites par le régime sunnite, alors que nous soutenons à Damas un régime qui opprime les populations syriennes, qui se soulèvent pour la liberté et la démocratie? L'utilisation de l'argument du Bahreïn prend du sens pour critiquer l'intervention en Syrie.

Le deuxième argument de la critique principale, est ce que j'appellerais "le détournement de l'axe de lutte". Le « fonds de commerce politique » du Hezbollah est la lutte contre Israël, la résistance à Israël. Dans beaucoup de textes de critiques chiites contre le Hezbollah en Syrie, on peut relever à plusieurs reprises cette phrase : «le front de la résistance se situe au sud du Liban, et non pas à Qousseir». C'est-à-dire qu'aller combattre à Qousseir, ou au nord de la Syrie, c'est se tromper d'adversaire et de lieu. L'adversaire, lui, se trouve au sud du Liban. C'est une critique stratégique sur le choix du Hezbollah d'intervenir en Syrie.

Ce qui nous amène au troisième et dernier point, c'est-à-dire au prix à payer pour le Hezbollah du fait de son intervention en Syrie. Certes, le prix à payer pour le Hezbollah est dérisoire au regard de l'état de la Syrie actuelle, et au nombre de morts et aux dégâts terrifiants que ce régime de Damas impose à sa population. Néanmoins, pour le Hezbollah, il y a quatre prix à payer :

Premier prix, c'est le prix humain : on estime à l'automne 2013 qu'il y a eu entre 500 et 600 morts dans les différents combats que le Hezbollah a mené en Syrie, sans compter les morts des attentats à Beyrouth, et sans compter les milliers de blessés en Syrie et au Liban. Certes,

le parti, grâce aux financements iraniens, indemnise les familles des martyrs, qui reçoivent récompenses et diplômes. Mais je ne suis pas certain que cela suffise à consoler un certain nombre de familles chiites libanaises du deuil des morts sur le terrain syrien. Il y a donc un prix humain qu'il faudra essayer d'évaluer ultérieurement.

Il y a aussi un prix diplomatique régional au Moyen-Orient. Grâce à son combat contre Israël dans les années 2000, et du fait de la guerre de 2006 (considérée comme une victoire du Hezbollah sur Tsahal), le Hezbollah avait réussi, ces deux dernières décennies, à se construire une image relativement positive dans l'ensemble du monde musulman, et en particulier dans le monde musulman sunnite - alors que c'est un parti chiite. Désormais, depuis deux ans, cette image « positive » du Hezbollah chiite s'est très fortement dégradée dans l'ensemble du monde arabe, parce que le Hezbollah défend un régime dictatorial contre les révolutions arabes. On en a d'autres illustrations plus diplomatiques : ainsi le Hamas palestinien, allié ancien (et sunnite) du Hezbollah a rompu ses relations avec celui-ci ; et la direction politique du Hamas, installé à Damas depuis longtemps a déménagé au Qatar fin 2011. Signalons au passage que si le Hamas, par ailleurs éprouvé par le coup militaire contre les Frères musulmans en Egypte, a rompu avec le Hezbollah, il n'a pas rompu avec Téhéran, ce qui est intéressant. Du coup, en intervenant en Syrie, le Hezbollah se retrouve dans le monde arabe sunnite avec son image traditionnelle et initiale de "marionnette de Téhéran" : c'est l'Iran qui aurait donné l'ordre à Nasrallah d'intervenir militairement. Avec cette image, le Hezbollah perd sa revendication d'être un parti libanais autonome, comme il le revendique ces dernières années.

Il y a aussi un prix politique au Liban même. Tous les efforts du Hezbollah ces vingt dernières années ont été consacrés à l'évolution d'un mouvement terroriste radical vers une force politique et sociale responsable et reconnue, insérée dans le tissu politique libanais avec des députés, des ministres etc. Or, l'intervention militaire en Syrie remet en cause ce que l'on pourrait appeler « la respectabilité politique » que le Hezbollah avait peu ou prou réussi à acquérir ces dernières années. Signalons cependant que les spécialistes ne sont pas d'accord sur l'impact au Liban de cette intervention syrienne du Hezbollah. Certains estiment que le Hezbollah entraîne le Liban dans la spirale de la guerre syrienne : c'est une première analyse possible. D'autres pensent au contraire, deuxième analyse possible, que le Hezbollah protège le Liban, en lui évitant d'être complètement aspiré par le conflit libanais. Cela mérite une discussion. Toujours est-il qu'il est évident que l'intervention et la militarisation du Hezbollah dans le conflit syrien provoquent des tensions au Liban. Rappelons que le Liban n'a plus d'autorités politiques depuis bientôt deux ans : compte tenu du conflit syrien, le mandat de l'assemblée à Beyrouth a été prolongée de 18 mois, et l'élection présidentielle ne peut se tenir. Il y a donc des tensions politiques au Liban-même du fait de cet engagement du Hezbollah en Syrie. Mi-novembre 2013, le président libanais, Michel Sleiman, a implicitement mais fortement critiqué le Hezbollah, en affirmant sans le nommer directement qu'il risquait de plonger le Liban dans le chaos.

Et puis, dernier prix à payer, c'est la dégradation sécuritaire. Le Hezbollah commence à payer sur le terrain libanais le prix de son engagement en Syrie. Qu'il y ait eu des accrochages dans l'est et au nord de la Bekaa entre les villages chiites et les villages sunnites sur la frontière syrienne, c'est tout à fait normal vu la proximité du territoire syrien, et les nombreux franchissements de la frontière par les différents belligérants. Mais là où les choses commencent à devenir sérieuses pour le Hezbollah, c'est quand on a des attentats en plein cœur de Dahiye c'est-à-dire dans la banlieue sud de Beyrouth qui est censée être le fief du Hezbollah entièrement sous le contrôle de l'organisation. Or il y a eu, je vous le rappelle,

quatre attentats : il y a eu un attentat le 9 juillet qui a fait 50 blessés ; il y a eu un deuxième attentat le 15 août qui a fait 30 morts et 300 blessés. Le troisième attentat date du 19 novembre, contre l'ambassade d'Iran, faisant 24 morts et 200 blessés: une cible évidemment symbolique, puisque cette ambassade d'Iran est en plein cœur de la banlieue sud, le fief du Hezbollah au Liban. Et le dernier attentat a eu lieu le 2 janvier 2014, avec 5 morts et des blessés. Ces attentats répétés à la voiture piégée témoignent de deux choses. D'une part d'une radicalisation anti-Hezbollah au Liban-même par des acteurs libanais, manipulés ou pas par l'extérieur peu importe-les Hezbollah accuse à la fois Israël et l'Arabie saoudite, sans oublier les revendications d'al-Qaeda. Mais en tout cas, cela veut dire qu'il y a bel et bien une radicalisation anti-Hezbollah qui n'existait plus depuis pas mal d'années. D'autre part, cela veut dire aussi, et c'est important symboliquement, que le Hezbollah n'est même plus capable d'assurer la sécurité dans son fief de Dahiye, cette banlieue sud de Beyrouth où il était censé tout surveiller et tout contrôler, le moindre geste, la moindre intervention extérieure ; censé donc assurer la sécurité des gens qui soit y vivaient, soit y circulaient.

La question est alors de savoir si ces critiques contre le Hezbollah, et si ces attentats à Dahiye affaiblissent son emprise sur la communauté chiite libanaise. Certains de nos collègues pensent au contraire que, comme les chiites sont de plus en plus menacés par une insécurité croissante et ces attentats à la voiture piégée, cela peut contribuer à resserrer l'ensemble des chiites - y compris ceux qui étaient initialement critiques- autour du Hezbollah et du fief beyrouthin du Hezbollah.

Puisqu'on a évoqué la conférence Genève II qui devrait se tenir en Suisse en janvier 2014, signalons qu'il est fort possible que l'Iran y participe, dans le contexte du « new deal » que l'on voit s'esquisser entre les Américains et les Iraniens. Ce serait, avec le déblocage du dossier nucléaire, un autre événement historique tout à fait intéressant. Mais, par contre, le Hezbollah ne sera pas là. Le Hezbollah qui aura été opérateur sur le terrain syrien peut-être à la demande iranienne, mais qui n'est pas invité bien qu'acteur militaire et politique sur le terrain.

Éléonore PERRIER : Une question maintenant à Mohammed EL-OIFI, pour savoir comment on accède à l'information, par quels médias? On s'intéresse vraiment aux médias arabes. Dans une guerre il y a toujours des questions qui se posent sur des intérêts divergents, sur la désinformation. Donc quelle information peuvent avoir et les Syriens, mais également l'ensemble des arabes qui ont, par les chaînes internationales arabes, par la même langue donc, sur les vingt-deux pays arabes (ce que l'on n'a pas forcément de ce côté-ci de la Méditerranée) une facilité pour partager une identité au quotidien. Mohammed EL-OIFI, qu'en est-il? Que peut-on savoir?

Mohammed EL-OIFI : Bonjour et merci de m'avoir invité à cette conférence sur la Syrie. Tout d'abord je vais vous parler du traitement médiatique de la crise syrienne. Donc comme vous le savez, comme tout utilisateur des médias, les médias simplifient la réalité. Et cette simplification est parfois efficace mais elle est également dangereuse. Donc mon propos va porter beaucoup sur ces simplifications qui s'inscrivent dans des stratégies médiatiques pour construire l'image de l'autre et pour lutter contre lui de la manière la plus efficace possible. L'interrogation est récurrente sur le rôle des médias dans les révolutions arabes, c'est vraiment un thème très important, et cela concerne les médias aussi bien traditionnels (presse, radio et chaînes satellitaires) que les nouveaux médias liés à internet, comme Facebook, Twitter ou YouTube. Lorsque l'analyse scientifique s'intéresse à cette problématique, elle parle beaucoup des processus. Donc ce que peut faire un scientifique, c'est décrire les processus qui

permettent de construire des choses, de construire la médiatisation. Ce qui signifie que le scientifique sacrifie la question des origines, parce que parfois les images que nous avons ne sont qu'une lecture médiatique par des images de problèmes qui existent depuis très longtemps, de haines ou de querelles. Et il oublie également parfois les aboutissements, c'est à dire d'où paraissaient ces images et comment gérer à long terme ces images qui ont été produites par les différents protagonistes. Pour résumer le scientifique s'intéresse aux processus et oublie les origines des images et également les processus, c'est à dire ce qui va rester de ces images.

Je vais donc faire comme tout scientifique et vous parler beaucoup des processus, sans oublier véritablement ni les origines ni les aboutissements, et bien sûr je vais beaucoup parler des médias arabes ou des médias arabophones (des médias qui parlent en arabe), et nous parlerons de temps à autre des relais médiatiques que ces médias arabes eux-mêmes trouvent dans d'autres médias qui parlent dans d'autres langues que l'arabe.

Tout d'abord les processus de médiatisation du conflit syrien laissent apparaître trois tendances. Tout d'abord, l'individualisation du processus de médiatisation, parce que tout simplement la médiatisation du conflit syrien a été prise en charge par les individus, qui n'ont pas la qualité de journaliste ou de photographe. Ce sont des citoyens ordinaires, ou des rebelles, ou des djihadistes, ou des journalistes amateurs. Donc cette individualisation est fondamentale parce qu'elle va jouer sur le sens que nous allons avoir de cet événement. La deuxième tendance est la polarisation, c'est-à-dire je vais parler essentiellement du mouvement dans le monde arabe. Dans le monde arabe on a vu la cristallisation de deux lectures de cet événement. Deux lectures antagoniques, extrêmement dures, extrêmement précises du conflit. La troisième tendance est évidemment la militarisation du processus de médiatisation avec l'apparition pour la première fois de brigades électroniques, l'armée électronique syrienne (*al"jaych al-suri"al-iliqtrouni*) et bien sûr l'internationalisation du conflit, sa régionalisation, donc les enjeux médiatiques sont devenus plus importants parce que d'autres médias internationaux vont s'agréger dans cette polarisation pour défendre l'un ou l'autre et bien sûr tout ça est montré de manière visible, pour des gens qui travaillent de manière sérieuse sur ces questions.

Et bien sûr dans ma conclusion je vais essayer de vous parler de que reste-il de ce conflit et que va-t-il rester de ce conflit dans la conscience des gens ? C'est pour moi fondamental, car il me semble que ça va être très difficile de se débarrasser de toutes ces images que nous avons tous regardées.

Tout d'abord, j'ai évoqué dans un premier temps l'individualisation du processus de médiatisation. Je vais évoquer ici un auteur assez connu qui s'appelle Manuel Castells, et qui a justement parlé de la rupture de l'apparition de ce qu'il appelle des médias de masse individuels.

Dans le processus de communication, pendant très longtemps, seules quelques personnes ou quelques institutions ou quelques journaux pouvaient produire une information, or maintenant n'importe qui peut la produire, donc il y a une tendance à une certaine égalisation entre le nombre d'émetteurs et de récepteurs de l'information, tout cela bien sûr change la donne et nous met devant des schémas de communication tout à fait inédits, que nous ne connaissons pas très bien et qui sont encore difficiles à contrôler.

Avec l'apparition de ces médias de masse individuels via Internet (téléphone portable, YouTube, les blogs, Facebook), l'individu devient producteur de l'information et grâce au triptyque téléphone portable-YouTube-Facebook, n'importe qui – un militant, un militaire, un rebelle – peut filmer ce qu'il fait, ce qu'ils font, tous les jours, et envoyer ces images sur Internet, parfois d'une manière extrêmement naïve, parfois au contraire ce sont des actions coordonnées entre plusieurs groupes pour justement terroriser l'autre et lui montrer ô combien

il est faible et on peut l'écraser comme une mouche. Donc on voit extrêmement clairement la capacité des individus d'influer sur les opinions publiques, parce qu'au fond dans les zones où les gens se sentent concernés par le conflit, ceux-ci vont sur YouTube, tous les jours pour regarder ce qu'il se passe, et négligent même parfois des télévisions qu'ils trouvent trop « soft » parce qu'elles ne montrent pas les véritables enjeux des conflits. On voit également la capacité des individus de participer à la formation de l'image que vont avoir les opinions publiques de la guerre, alors que pendant très longtemps c'était le privilège des « grands » et des élus. Mais en contrepartie, cette profusion d'images et d'initiatives fait perdre sens au conflit. À un moment donné le conflit perd son sens. Parfois, quand on regarde un peu, même les historialistes arabes les plus chevronnés, les plus professionnels, flanchent. On ne sait plus ce qu'ils disent ou ce qu'ils veulent vraiment dire, parce qu'il y a un mouvement de flottement dans leurs têtes, parce que eux-mêmes sont nourris de cette source qui allie aussi bien information que désinformation.

Le sens du conflit échappe complètement aux autres acteurs de la politique institutionnelle, et il est mis entre les mains de la multitude. Tous les États qui ont investi dans les médias.

A côté de cet espace sur les réseaux sociaux et via Internet, nous avons également une polarisation dans le champ médiatique structuré par les grandes chaînes d'information arabes mais également par les grands journaux de la région. Depuis un an, un an et demi on a vu une petite recomposition de ce champ médiatique arabe sous l'effet des luttes, c'est-à-dire tous les États qui ont investi dans les médias ont compris que leur investissement est rentable parce que les médias jouent un rôle important.

Bien sûr on parle tous les jours du rôle des médias dans le monde arabe, dans ces révolutions, parce que les gens qui vont insulter telle ou telle chaîne ou insulter tel ou tel éditorialiste les débats politiques sont très durs, notamment quand il s'agit des médias. Et bien sûr dans cette polarisation, tout va être utilisé. Dans ces deux lectures, l'histoire, la religion, les alliances, enfin tout y passe. Si vous faites l'analyse ou le décryptage d'une émission ou d'un débat dans le monde arabe aujourd'hui, vous verrez qu'on fait un peu d'archéologie du savoir pour justement diviser l'autre.

Avec le prolongement du conflit, on a l'impression que ces deux lectures, que je vais décrypter, vont devenir dominantes.

La première lecture est construite par un camp, par un groupe d'hommes, de femmes d'institutions, qui sont favorables à la stratégie de Bachar al-Assad, pour des raisons très diverses, ce qui est tout à fait légitime, intéressant à analyser, mais en tout cas ils ne sont pas d'accord entre eux. Progressivement ce camp va réduire la révolution syrienne à la figure du *takfîri*. Le *takfîri* est une sorte de djihadiste extrême, qui considère qu'il n'y a que lui qui est musulman. Bien sûr c'est une figure qui n'existe pas véritablement, même si il y a des *takfîris*. Donc c'est un personnage fanatique, barbare, pas beau du tout. C'est souvent un Tadjik, un Afghan, un Tunisien. Pas un Syrien, surtout un sunnite. On a la construction de cette image et donc bien sûr cette personne fait partie des réseaux du djihad mondial. Autour de cette personne du *takfîri* on va inventer beaucoup de petites stratégies de désinformation liées à du sexe, parce que des femmes vont se proposer pour aller assouvir ses besoins. Bien sûr c'est une invention qui va rester dans les annales de la désinformation que nous allons étudier plus tard. *Cetakfîri* peuple les médias pro-Bachar al-Assad.

Aujourd'hui même, si vous ouvrez un journal aussi respectable que *As-Safir* au Liban, vous trouverez au moins dix fois cité le nom du *takfîri*. *Letakfîric* est le djihadiste extrême, c'est-à-dire que le rebelle syrien n'est même plus syrien, il est vraiment quelqu'un d'autre. Et bien sûr al-Akhbar, mais je peux aussi parler du *As-Safir* ou du journal *El Akhbar* pour ceux qui lisent l'arabe, et bien sûr la télévision satellitaire importante, *al-Mayadden*, *al-Alam*, toutes ces chaînes d'information parlent beaucoup des *takfîris*.

Pour contrebalancer cette stratégie médiatique des pro-Bachar, vous avez en face une stratégie tout aussi diabolique, qui fonctionne également selon la logique du bouc émissaire, qui est la dénonciation de la minorité tyrannique. C'est-à-dire que ce sont souvent les majorités qui tyrannisent les minorités. Au fond, les médias arabes anti-Bachar, dans leur grande sagesse, vont dénoncer cette minorité tyrannique, bien sûr ce sont les alaouites. On met un peu les Chiites avec eux mais en fait on parle plutôt des alaouites.

Donc ici le récit médiatique poursuit la mythologie des révolutions arabes, où un peuple arabe opprimé va se soulever contre un despote, comme en Egypte, comme en Tunisie. Mais le tyran syrien est différent des autres tyrans arabes. En fait c'est un minoritaire. C'est quelqu'un qui va opprimer son peuple sans pitié, parce qu'il ne fait pas partie du peuple, tout simplement, c'est un minoritaire, c'est un alaouite qui opprime des sunnites.

D'ailleurs il y a un livre qui vient de sortir sur cette question de foi d'Ajami, pour ceux qui travaillent sur le monde arabe il est très connu, et justement c'est un chiite libanais et il a écrit un livre, j'en profite pour considérer un peu le titre, tout un programme, c'est-à-dire que les alaouites viennent de commettre en fait ce qui peut légitimer soit sa marginalisation soit sa disparition.

Vous voyez que ces processus un peu maléfiques sont à l'œuvre et il faut faire attention.

Bien sûr cette lecture dénationalise le tyran et fait de lui un étranger à son propre peuple et bien sûr ce procédé est lourd de sens. Il est devenu presque inévitable en raison de la confessionnalisation du conflit. Cette confessionnalisation du conflit marginalise tout simplement les enjeux politiques, et elle est le reflet de ce qui se passe sur le terrain.

Bien sûr si vous ouvrez une partie de la presse du Golfe, certaines chaînes satellitaires, al-Arabiya notamment, mais aussi un peu al-Jazeera, vous avez cette prise de position.

Le troisième point est la militarisation 2.1 c'est-à-dire les réseaux sociaux mais également tous les médias qui sont liés à Internet, consiste à un champ de bataille avec des brigades électroniques, chacun a sa brigade électronique. Le courrier électronique de Bachar al-Assad on a pu le lire tranquillement plusieurs fois, c'était vraiment très intéressant de voir que sa femme fait des achats et que lui c'est un homme très ordinaire. On a compris aussi qu'ils le conseillent sur le plan médiatique en ce qui me concerne, mais également on a attaqué le courrier électronique de al-Jazeera, qui est justement la chaîne qui critique le plus le régime syrien, pas par son extrémisme confessionnel mais par son audace et sa façon de montrer les images et les situations les plus délicates.

Cette partie de militarisation on ne la connaît pas vraiment en fait parce qu'elle est partiellement invisible et c'est pour cela que je ne vais pas en parler.

En tout cas, individualisation, polarisation et militarisation. J'ai évoqué brièvement les relais médiatiques régionaux et internationaux, on peut en reparler plus tard. Mais ma conclusion va être un peu pessimiste, parce que je m'expose moi-même tous les jours aux médias arabes et donc peut-être parfois j'ai été contaminé par ce type de virus. Ces images que nous avons vues resteront dans l'imaginaire collectif, notamment dans le monde arabe, notamment parce qu'elles sont extrêmement dures. Les images d'un homme interrogé ou des enfants tués par les armes chimiques, que faire de ça ? Je crois qu'il faut négocier le sens de ces images et peut-être à moindre coût mais c'est extrêmement dur, surtout que dans le monde arabe c'est la deuxième lecture qui domine, c'est-à-dire celle qui diabolise les alaouites, Bachar al-Assad et les autres, tout simplement parce que c'est les plus forts, c'est les chaînes les plus puissantes, les plus populaires. Ils sont plus nombreux et plus populaires les médias arabes qui disent que Bachar al-Assad est un tyran minoritaire. Ce qui fait que les minoritaires sont devenus les boucs émissaires. Pire, ils sont présentés comme ceux qui n'aiment pas la démocratie, ceux qui la refusent; et notamment après le coup d'État en Égypte lorsque certains représentants

des coptes ont pris le parti de l'armée. Là, à mon avis, lien qui les liait à beaucoup de gens s'est effondré parce que beaucoup de gens ont matraqué l'idée que les minorités ne respectent pas la volonté générale.

La médiatisation du conflit syrien dans le monde arabe était tellement exceptionnelle, très peu professionnelle et de fait, porteuse pour l'avenir de beaucoup de problèmes.

Eléonore PERRIER: Je vais donner la parole à Pierre MICHELETTI. Je ne sais pas s'il sera d'un optimisme plus grand. Il va nous présenter la question des humanitaires en Syrie en particulier. Il est vrai que les règles Droit International ont beaucoup évolué, depuis je dirais une vingtaine d'années au moins. On peut citer un précédent, celui de la guerre en ex-Yougoslavie où il y a eu l'intervention des Etats occidentaux, en dehors de la légalité du Droit International, ce fameux droit d'ingérence. Se pose cette question-là puisque auparavant les humanitaires pouvaient intervenir sur un territoire en guerre pour pouvoir porter secours mais la donne a complètement changé.

Pierre MICHELETTI: Oui, merci. Je pense qu'il était assez logique que je m'exprime le dernier à cette table ronde parce que, ça a été longuement développé avant moi, on voit bien qu'il y a une complexité dans la situation syrienne et dans les pays voisins, qui fait que la solution politique n'est pas tout à fait pour demain, et qu'avant que ne soient levés tous les obstacles qui ont été analysés, il y a des réalités sur le terrain qui rendent la réponse humanitaire vitale. Voici quelques chiffres pour planter le décor: plus de deux millions de réfugiés, quatre millions de déplacés internes, au moins cent mille morts - on estime dans les ratios habituels que, quand on a un mort sur le terrain en situation de conflit, il y a quatre ou cinq blessés. Voilà un petit peu la situation aujourd'hui. Il y a des flux de réfugiés estimés à plus de six mille par jour franchissant les différentes frontières, c'est-à-dire des flux de réfugiés comme on ne les a plus connu depuis la guerre du Rwanda. Donc la question humanitaire n'est pas, ici, la cerise sur le gâteau, c'est la seule capacité à agir dans l'attente de la résolution sur le fond, des résolutions politiques, et à une ampleur très importante.

Je vais articuler mon propos en quatre temps inégaux: d'abord quelques éléments de lecture régionale et je vais m'en tenir à une carte. Une carte c'est toujours la simplification de la complexité, nous sommes d'accord, mais ces cartes je ne vais pas les passer en revue dans le détail, simplement parce qu'elles vont visuellement illustrer certaines des thématiques qui ont été évoquées et, en particulier, cette notion de patchwork soit ethnique, soit confessionnel, etc. Ensuite, je reviendrai sur les flux de populations, enfin plus exactement j'en parlerai dans un troisième temps. Les maîtres mots de mon intervention seront les mots "fragmentation" et "dispersion" parce que j'insisterai beaucoup, et ce sera mon quatrième point, sur cette question: en quoi cette fragmentation et cette dispersion posent aux acteurs et aux intervenants humanitaires des problèmes qu'il leur faut savoir prendre en charge?

1) Fragmentations et dispersions ethniques, tribales et confessionnelles

La carte qui est derrière moi, elle vous représente le patchwork confessionnel et tribal. Elle le fait sans distinguer clairement les frontières syriennes et libanaises et nous verrons tout à l'heure, quand je ferai un focus sur le Liban, que cette fragmentation confessionnelle est particulièrement prégnante au Liban.

Je reviens sur la Syrie. Si on regarde maintenant les grandes répartitions des différentes structures confessionnelles, on retrouve les choses qui ont été dites: une forte dominante des populations sunnites, puis les kurdes, puis les populations alaouites. C'est simplement pour fixer les esprits en termes de rapport de population.

2) Les groupes armés, protagonistes du conflit syrien

Il y a fragmentation également cette fois-ci avec des groupes armés qui interviennent en Syrie. On voit bien que c'est un des éléments de la complexité auxquels sont confrontés à la fois les politiques mais aussi les humanitaires - j'y reviendrai à la fin de mon propos.

Je voudrais qu'on prenne quelques minutes à travers un petit film pour vous aider à comprendre un petit peu mieux la répartition de ces groupes armés en Syrie aujourd'hui, et en quoi, au fond, ils vont faire partie de la complexité à prendre en considération pour les intervenants humanitaires.

Deux ans et demi et plus de cent mille morts, la Syrie est le théâtre d'une guerre civile meurtrière depuis mars 2011. Elle oppose les forces gouvernementales aux milices rebelles. Le problème c'est que cette rébellion n'est pas homogène, au contraire même. Si l'Armée Syrienne Libre (ASL) est le premier groupe armé à s'être constitué à l'été 2011, une myriade de brigades aux idéologies très différentes, se sont depuis rajoutées. Explications.

La première force en présence, ce sont les nationalistes. Ces brigades sont situées dans la banlieue de Damas, la Ghouta, ainsi qu'à Deraa, sur la frontière avec la Jordanie. Leurs membres: des anciens officiers d'Assad, marqués par le nationalisme arabe. Ils ont déserté et veulent la démocratie pour leur pays. Seules deux d'entre elles ont une ampleur nationale et elles constituent une haute stature de l'Armée Syrienne Libre (ASL), il s'agit de Ahfad al-Rassoul (les Petits-Fils du Prophète) et JabhatAhrarSouria (le Front des Hommes Libres de la Syrie). Qui les finance? D'abord, l'Arabie Saoudite qui leur livre des armes à travers la frontière jordanienne, et puis aussi les États-Unis qui leur fournissent probablement des armes légères. Voilà pour les brigades fidèles aux objectifs initiaux de la révolution.

Mais il y a également, et c'est la deuxième force rebelle, les islamistes. Ceux-là sont plutôt modérés et on les trouve dans certaines des brigades les plus puissantes de la rébellion. Leur discours, une rhétorique religieuse classique assez proche de celle des Frères Musulmans, lesquels se sont ralliés aux objectifs démocratiques et pluralistes de la révolution. Les brigades islamistes qui font partie de la coalition nationale syrienne, la maison mère de l'opposition syrienne, se trouvent à Alep, à Idlib et en banlieue de Damas. Mais c'est surtout dans le centre et le sud de la Syrie que leur poids est le plus grand, notamment à Rastan et à Deraa. A la base, ces groupes évoluaient au sein de l'Armée Syrienne Libre, l'ASL mais, en septembre 2012, ils ont leur propre coalition: le Front Islamique pour la Libération de la Syrie. Leur lien avec l'ASL n'est plus que symbolique. Grâce à cette transformation, ils ont pu recevoir de l'argent de fondations privées du Golfe arabo-persique, mais ce n'est pas tout: le Qatar, traditionnel sponsor des Frères Musulmans, et la Turquie les soutiennent également.

Aux nationalistes et aux islamistes modérés s'ajoutent également les brigades salafistes. Elles sont regroupées dans une autre organisation, le Front Islamique Syrien. C'est sûrement la coalition la plus puissante sur l'échiquier de la rébellion. Ces combattants prônent un islam rigoriste, violemment anti-chiite et leur objectif est la création d'un État islamique. Côté argent, ils sont financés par de riches mécènes koweïtiens et ces groupes sont dominants dans le nord de la Syrie, à Idlib, Alep, Hama et Racca, ainsi que dans la chaîne montagneuse du Djebel Akrad.

Une implantation qui a tendance à recouper celle d'une quatrième force sur le terrain: les brigades djihadistes, qui se réclament d'Al-Qaïda. Dans leurs rangs, on trouve d'abord la brigade Jabhat al-Nusra créée depuis 2012 par des émissaires d'Al-Qaïda en Irak. Ses

membres sont pour la plupart des djihadistes syriens. Ils sont seulement quelques milliers mais se distinguent par leur discipline, leur ardeur au combat, et leur pratique des attentats suicides. On trouve également chez les djihadistes l'Etat Islamique en Irak et au Levant qui est en fait une scission au sein de Jabhat al-Nusra. Là, on y trouve au contraire essentiellement des djihadistes étrangers qui n'hésitent pas à imposer leurs discours obscurantistes aux hommes passés sous leur contrôle, une attitude qui entraîne régulièrement des affrontements avec l'ASL. Les brigades de ces deux groupes sont situées dans le nord, autour de la ville de Raqqa et dans la vallée de l'Euphrate. Elles profitent de la porosité des frontières entre la Turquie et l'Irak pour être fournies en armes et en hommes. Impossible pour eux en revanche de s'infiltrer par le sud, la frontière est contrôlée par la Jordanie, alliée de l'ASL.

Et puis, toujours au Nord, un dernier groupe rebelle dans la zone de peuplement kurde, les unités de Protection Populaires Kurdes. Il s'agit d'une guérilla au discours marxiste qui se positionne à mi-chemin du régime et des rebelles. Il se méfie de Bachar al-Assad qui a toujours combattu leurs revendications autonomistes même si, depuis la révolution, le régime leur a concédé une autonomie de fait pour acheter la paix, et se méfie tout autant des rebelles qu'ils estiment inféodés à la Turquie, elle-même en conflit avec le peuple kurde. Du coup, des accrochages ont régulièrement eu lieu entre kurdes et djihadistes, notamment à Ras el-Aïn, un poste frontière stratégique sur la frontière avec la Turquie.

Au final, ces cinq forces sont unies par une même détestation du régime syrien mais les rebelles sont tellement imprégnés d'idéologies différentes qu'ils ont du mal à se coordonner sur le terrain, malgré les tentatives d'unification de l'ASL. Les rebelles peuvent aussi bien se comporter en alliés qu'en concurrents, voire en ennemis.

Voilà, donc vous voyez que si vous êtes un responsable d'organisation humanitaire internationale, il est quand même difficile de vouloir rentrer dans la complexité syrienne en méconnaissant ce patchwork; en sachant que pour les humanitaires et je l'illustrerai par quelques cartes, les déplacements et les interfaces entre les groupes combattants sont toujours des moments et des situations à risque, et que là on a une vraie structure en peau de léopard, comme on appelle ce type de conflit.

3) Les flux de populations

Je vais revenir aux réfugiés maintenant. Si on regarde le pointage qui a été fait par le HCR en août (parce que les chiffres ont encore augmenté), vous voyez qu'on était à un petit peu plus de deux millions de réfugiés. Au Liban, en août on comptait 700 000 réfugiés officiels, ils sont aujourd'hui plus de 800 000.

Je vais maintenant passer à la situation libanaise. Simplement, toujours sur le thème de la fragmentation, pour faire un focus sur ce pays qui est celui qui consent l'effort le plus important à l'accueil des réfugiés. Je vous rappelle que le Liban c'est en gros 4 millions d'habitants et que, si on considère qu'aujourd'hui on compte 800 000 réfugiés officiels plus les populations non comptabilisées comme réfugiées, voilà donc un pays qui accueille environ un quart de sa population. C'est comme si nous étions en situation aujourd'hui d'accueillir sur le territoire français quinze millions de personnes qui viendraient des pays limitrophes. Donc vous voyez un petit peu, à la fois l'énorme élan de solidarité et l'énorme capacité de compliance qu'a le Liban aujourd'hui par rapport à cette question, dans le patchwork qui est celui qui vous est représenté derrière moi et où le vert central représente toute la zone d'influence chiite du Hezbollah qu'a longuement évoqué Jean-Paul BURDY.

Alors ce Liban. Je vais rester d'abord sur ce pays concernant toujours cette question de la fragmentation et de la dispersion. Vous avez, sur la carte suivante, les répartitions des camps de réfugiés qu'a accueilli le pays, et vous voyez deux couleurs dominantes: le rouge représente les camps de réfugiés jusqu'à mars 2013 et le noir, les camps de réfugiés à partir de mars 2013. On voit très nettement dans ce code couleur la volonté qui a été celle du gouvernement libanais dans un premier temps, et aussi longtemps que cela a été possible, de refuser les regroupements dans des camps importants, pour chercher à éviter les situations qu'avait connues le pays avec les grands camps de réfugiés palestiniens, donc une logique de saupoudrage, tant que ça a été possible, du territoire et dans des camps qui n'excédaient pas 500 à 600 personnes. Puis, à partir de mars 2013, on a un effet d'emballement: d'abord, vous voyez le poids que représente le noir à ce moment-là. On a donc une accélération arithmétique du nombre de réfugiés, en même temps qu'un dépassement de la volonté politique et des autorités libanaises de circonscrire les réfugiés dans des camps de petite taille, et vous voyez à ce moment-là apparaître des camps qui commencent à faire 4000, 6000, 8000 personnes. On va tomber sur des échelles qui étaient celles que l'on voulait éviter.

Dans la comparaison des cartes suivantes, je voulais vous montrer combien le saupoudrage sur le territoire libanais se faisait avec une répartition des réfugiés qui se faisait sur les différentes aires d'influence confessionnelle ou tribale, et que donc sont créées aujourd'hui les conditions au Liban, et c'est bien sûr une situation à laquelle tout le monde est attentif, pour que chacune des communautés se trouve renforcée arithmétiquement. Bien sûr, tout le monde craint que ces évolutions démographiques, en même temps qu'elles importeraient les rivalités qui existent en Syrie-même, conduisent à une nouvelle déflagration interne au Liban par rapport à son histoire récente, que ré-évoquait Eléonore PERRIER dans son préambule.

4) Une fragmentation et une dispersion à prendre en compte par les acteurs humanitaires

Ce saupoudrage des populations sur le Liban a des avantages et des inconvénients pour les humanitaires. Je vais y passer rapidement, on y reviendra peut-être dans le débat.

les avantages qu'il a, c'est que tant que nous avons été dans la première période, c'est-à-dire jusqu'à mars 2013, les camps d'une petite quantité étaient plutôt le gage d'une meilleure acceptation par les populations locales, de moins de violence entre réfugiés et populations locales. L'autre avantage, c'est que qui dit camps de petites tailles dit risques épidémiologiques moindres. Il y a moins de chance d'y avoir de grandes épidémies, de diarrhées, d'infections respiratoires ou autres. Concernant les inconvénients pour les humanitaires de cette situation libanaise, j'en citerais deux:

- d'un point de vue logistique, même si vous êtes une grande ONG internationale, répartir vos efforts et vos moyens sur l'ensemble d'un territoire, sur des centaines de sites, vous confronte à des réalités opérationnelles que nous ne savons pas dépasser parce que, même MSF, même le HCR lui-même, n'ont pas nécessairement les moyens de faire face à toute la logistique que suppose l'extrême dispersion sur le territoire libanais.

- le deuxième inconvénient c'est que du coup, au nom d'un principe de réalité, dans ce pays plus que dans beaucoup d'autres théâtres de crises, il nous faut essayer de nous reposer sur des acteurs locaux et des ONG locales, ce qui est souhaitable chaque fois que faire se peut, mais dans une situation aussi clivée, fragmentée que le Liban, se reposer énormément sur les ONG locales, c'est courir le risque de travailler avec des ONG qui ne sont pas équidistantes, dans les conflits confessionnels ou politiques, et donc c'est courir le risque que de grandes ONG internationales qui se veulent impartiales, neutres, par le truchement des ONG locales se départissent de cette impartialité ou de cette neutralité en faisant transiter leur aide par des canaux qui peuvent choisir finalement les cibles avec un manque d'impartialité.

Si on revient à la Syrie maintenant, sur les cartes suivantes, la situation pour les ONG internationales trouve sa complexité d'abord dans le fait que les autorités syriennes n'ont autorisé qu'un faible nombre d'ONG internationales - une douzaine aujourd'hui - à intervenir officiellement avec l'aval des autorités syriennes, lesquelles ont eu à cœur, à des fins politiques, de respecter un subtil équilibre dans les autorisations qui ont été données. Il y a donc des ONG chrétiennes, des ONG musulmanes, il y a des ONG nord-américaines, des ONG européennes, bref le régime aurait voulu envoyer un signal comme quoi il était attaché à ce polymorphisme et au respect des différences, il ne s'y serait pas pris autrement. L'autre difficulté, c'est que les ONG internationales, pour être soutenues financièrement par les grandes organisations dont l'Union Européenne, doivent être homologuées par les autorités syriennes, ce qui pose des problèmes. Puis bien sûr, les grandes difficultés montrées sur la carte suivante, auxquelles les humanitaires sont confrontés, ce sont celles qui sont déjà évoquées dans le film: vous voyez que, non contentes d'avoir ce patchwork de forces combattantes, elles sont dans une mouvance perpétuelle de conquête, de reconquête, qui vous est représentée dans cette carte. Ce qui veut dire qu'en termes d'accessibilité et de sécurité pour les humanitaires, c'est une problématique absolument majeure.

Quels sont les enjeux pour les organisations internationales aujourd'hui sur le Liban? Ils sont de quatre ordres:

le premier c'est celui de l'accès et la sécurité des équipes, qu'elles soient nationales ou internationales;

le deuxième enjeu c'est celui d'arriver à dépasser les alliances avec la fragmentation des ONG locales et leur parti pris confessionnel ou idéologique, je l'ai particulièrement évoqué pour le Liban;

le troisième c'est que le leadership des Nations Unies et la logique des clusters nécessitent que les ONG soient homologuées, sauf celles qui veulent courir le risque, comme MSF, Médecins du Monde ou autre, d'être présentes hors homologation;

et au bout du compte de toute cette situation, de cette fragmentation et de ces risques sécuritaires, on voit bien aujourd'hui que - avec les difficultés des résolutions politiques - on a aussi une prudence qui s'instaure de la part des grands financeurs de l'aide humanitaire. Or, nous sommes sur des besoins financiers qui sont énormes. On estime pour l'année 2013 que les sommes souhaitables atteignent environ 1,4 milliards de dollars pour les besoins internes, et environ 3 milliards de dollars pour les deux millions de réfugiés qui sont à l'extérieur. Et si vous avez à la fois cette équation arithmétique et des bailleurs de fonds internationaux qui deviennent prudents parce que chacun veut savoir où va l'aide, par qui elle va être utilisée et pour quoi faire, alors on a un risque, si jamais le conflit perdure, que la pénurie financière vienne se rajouter à des chiffres de déplacés et de réfugiés qui iraient crescendo.

DEBAT

Eléonore PERRIER : Je vous propose sans plus attendre de vous donner la parole suite à ces interventions. Les deux dernières étaient peut-être plus sombres dans les perspectives ; en particulier à venir. Quand vous prenez la parole, je vous demanderai de vous présenter. Merci.

Question 1: Merci, Troisvallets, économiste, Université Stendhal. Et, je remercie beaucoup les intervenants pour des éclairages que vous nous avez apportés. Mais j'ai toujours une question qui me trotte dans la tête. C'est, si je prends la Tunisie, l'Egypte, la Libye, maintenant la Syrie. Ce sont les facteurs qui conduisent un peuple à se mettre en marche. En Tunisie, j'ai écouté, il y a des facteurs sociaux que je peux repérer, en Egypte, j'ai les agriculteurs; en Libye, c'est un peu compliqué parce que ce ne sont pas des groupes qui voulaient prendre dans la caisse et en tirer profit et, en Syrie, c'est qui qui s'est mis en marche? Le peuple, le peuple d'accord, mais pas pendant tout le processus, à l'exception du processus de la guerre, et puis la manière dont c'est médiatisé etc..., mais quels sont les facteurs déclencheurs ? Merci.

Eléonore PERRIER : Merci. Nous allons prendre d'autres questions avant de redonner la parole à nos intervenants.

Question 2: Oui, bonsoir [...], une question pour Monsieur DROZ-VINCENT. Je voudrais savoir ce qui vous rend si sûr de la chute future de Bachar al-Assad ? Merci.

Question 3 : Oui bonsoir, j'interviens en tant qu'ancien acteur militaire dans le cadre du conflit de Bosnie-Herzégovine des années 1990; situation très différente mais avec quelques similitudes. Par rapport à la situation qui a été présentée, pour résumer un petit peu et si j'ai bien compris, on est face à un régime autoritaire, dictatorial, d'origine chiite, qui représente 7% de la population syrienne mais qui a besoin de se démarquer au pouvoir face à une population sunnite qui représente 64% de la population, plus quelques petits groupes. Donc là ce manichéisme - si j'ai bien compris - est une rébellion très composite et largement radicalisée. Ma question porte principalement sur le degré de la nécessité d'un interventionnisme de la communauté internationale pour mettre fin à des massacres. Je ne parle pas de ce qui a été évoqué, c'est-à-dire de l'Occident contre la Russie etc.; je parle du fait qu'en deux ans il y a plus de cent mille morts, sans compter les blessés, sans compter les exilés. Il y a essentiellement des morts civiles, que les tergiversations incessantes de la communauté internationale font que les massacres continuent, on n'intervient pas. Donc, je voulais savoir s'il était peut-être temps que la communauté internationale sous l'égide de l'ONU ait enfin une présence massive de casques bleus pour au moins mettre fin au conflit et permettre aux organismes humanitaires d'agir dans des conditions plus sereines. Ce n'est pas l'interventionnisme de l'Occident contre la Russie, mais c'est tout simplement mettre fin au conflit et au massacre. On discute beaucoup, on édulcore, on intellectualise la moindre des choses par rapport à ce conflit pendant qu'il y a des enfants massacrés et je trouve que c'est intolérable et qu'il serait temps de faire quelque chose. J'avais une autre question mais je ne vais pas monopoliser la parole, mais très rapidement, je voulais aussi savoir l'avis de la personne qui est intervenue sur le traitement médiatique; savoir ce qu'il pense du traitement médiatique du conflit syrien par les médias occidentaux.

Eléonore PERRIER: Merci pour ces questions. Peut-être Philippe DROZ-VINCENT pour commencer, parce qu'il y a des interpellations qui posent la question - qui est pertinente - de

ce qui pousse un peuple à un moment donné à se mettre en marche. En sachant que chaque peuple a son histoire ; chaque peuple a son identité et aucune ne se ressemble.

Philippe DROZ-VINCENT : D'accord, pas de problème.

Public : Ce n'est pas facile !

Philippe DROZ-VINCENT : Il n'y a aucun problème... Quelles sont les causes, et puis éventuellement est-ce qu'il y a des facteurs économiques? Comment s'est construite la mobilisation? Qu'est-ce qui a mis en marche aussi massivement la société? Je dirais que c'est une espèce de convergence des périphéries.

Ça a commencé dans des zones, qui, comme j'ai dit, étaient des bastions baasistes dans les années soixante-dix, qu'on peut appeler périphéries. Le monde rural a une place cruciale dans ce régime, de longue date. C'est un régime qui s'appuyait sur le recrutement dans l'armée (et la bureaucratie étatique) du monde rural et en particulier des sunnites ruraux. Ce n'est pas qu'un régime alaouite. Donc, il y a toute une périphérie rurale qui, avait accès au centre (le régime Hafez al-Assad) mais qui, avec l'arrivée de Bachar al-Assad dans les années 2000, a commencé à être délaissée. Le régime a fait de la modernisation; a essayé de moderniser le système économique syrien, en favorisant les élites urbaines, les grands commerçants de Damas et d'Alep; de renforcer un certain nombre de secteurs comme le système bancaire etc. et a complètement délaissé toute la redistribution qu'il assurait dans le monde rural.

Une ville comme Deraa, Pierre MICHELETTI a montré la carte donc je peux m'en servir, c'est là-bas, donc tout au Sud où ça démarre en mars 2011, c'est une ville, qui va être délaissée par le régime, d'abord on va construire l'autoroute, qui monte de la Jordanie. Maintenant vous ne passez plus par Deraa mais vous passez par la périphérie, donc la ville perd son caractère de centre et elle devient un lieu où les gens ne s'arrêtent plus, puisqu'ils montent directement d'Amman jusqu'à Damas. C'est une ville qui va être très marquée par la sécheresse qui frappe la Syrie à partir de 2007; il y a quand même un grand nombre d'années de sécheresses extrêmement importantes, sans beaucoup d'aide du régime, désormais préoccupé par sa modernisation économique dans les grandes villes. Mais il n'y a pas là que de l'économie, il y a également de la politique en jeu. Au départ, les gens n'avaient pas pour slogan la chute du régime, mais ils avaient des revendications très précises, c'est-à-dire qu'ils dénonçaient le fait que les puits, les zones d'eau avaient été pillées par des gens qui sont liés au régime, etc... Et puis, c'est aussi une zone qui vivait, Deraa est donc contournée en termes de centre, ce n'est plus un centre régional, donc c'est une région qui subit la sécheresse. Et troisièmement, la fin de la présence syrienne au Liban à partir de 2005; de la présence des troupes syriennes a changé d'autres opportunités économiques; le fait que beaucoup de gens allaient travailler au Liban pour un certain temps et qu'ils ne vont plus y travailler, va faire qu'il n'y a plus la remise d'argent qui revient en Syrie dans le monde rural venant de gens qui allaient travailler au Liban.

Donc, il y a tout un monde rural, j'ai pris l'exemple de Deraa, toute une périphérie rurale, qui était l'un des bastions du régime dans les années soixante-dix. Il s'agit en particulier des sunnites ruraux. C'est à partir de là que Hafez al-Assad a construit un régime de certains alaouites avec d'autres groupes et non pas un régime alaouite. Regardez d'où viennent les apparatchiks du régime: de Deraa etc. Donc les périphéries économiques, les périphéries rurales sont délaissées par le régime, qui favorise la modernisation, le système bancaire, le boom immobilier à Damas, à Alep etc. Et donc, pour des causes économiques, toute une périphérie rurale qui est délaissée.

Et ça, ça va converger, si on peut utiliser ce terme, avec d'autres périphéries. C'est-à-dire qu'il y a beaucoup de gens qui sont à la périphérie, mais dans un autre sens, un sens politique.

C'est-à-dire que le régime syrien, c'est un régime autoritaire, ça fonctionne ainsi: il y a ceux qui sont dedans, ceux qui sont liés au régime, ou qui connaissent quelqu'un qui est lié au régime. Ce sont donc les « insiders » qui existent à tous les niveaux. On part de ceux qui sont placés très haut et qui s'en mettent plein dans les poches, pour aller jusqu'à celui qui n'a pas grand-chose, mais qui a un emploi réservé, qui est chef d'un tampon, peut-être, donc il peut quand même profiter d'un minimum de corruption. Et donc, entre ceux qui sont à l'intérieur du régime et tous ceux qui profitent du régime, et puis ceux qui sont en dehors, qui n'ont pas les moyens d'avoir accès au régime, d'avoir les réseaux qui leur permettraient d'avoir les passe-droits qui sont assurés si on a la connaissance d'un officier, d'un fonctionnaire etc. Et là, ce sont toutes ces classes moyennes, qui se modernisent, qui s'ouvrent à Internet et qui voient qu'il y a pas trop d'avenir en Syrie. Il peut s'agir aussi des grands commerçants, qui eux, n'acceptent pas de s'allier avec un officier supérieur de l'armée ou les *moukhabarat*, les services de sécurité, et qui ne peuvent donc pas vraiment avoir des affaires très florissantes. Donc toutes ces périphéries, ce sont plus des périphéries politiques; ce sont ceux qui ne sont pas dans le régime, ou liés à toute cette colonne vertébrale qui est présente dans le réseau du pouvoir syrien, qui irrigue du haut jusqu'en bas. Tous ceux qui sont à l'extérieur de ça n'ont pas d'avenir ; c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas s'en sortir ou difficilement. Donc les périphéries rurales vont finir par converger avec ces périphéries qui sont les masses urbaines, les classes moyennes urbaines, les grandes élites commerçantes, et ça va donner un effet massif à la mobilisation de 2011. Voilà, alors, en gros, une espèce de convergence de périphéries, de périphéries rurales plus ceux qui étaient des périphéries politiques. Puisque celui qui n'était pas dans le régime, il était une périphérie, c'est-à-dire qu'il n'existait pas. Il n'avait aucune voix politique. Et, à partir de là, le mouvement peut se déclencher. En voilà les causes.

Eléonore PERRIER : Peut-être, Jean-Paul BURDY...

Jean-Paul BURDY : Pour élargir le propos, je compare parfois, et je ne suis pas le seul à le faire, ce qui s'est passé dans le monde arabe depuis trois ans à la question de la tectonique des plaques en géotectonique. On a eu ces vingt dernières années une accumulation des tensions à la limite de ces plaques, on a eu de petits tremblements de terre préparatoires. Puis, à un moment, l'accumulation des tensions entre les plaques est tel qu'on a un grand tremblement de terre. Et ultérieurement, on a des répliques plus ou moins importantes pendant quelques mois, et puis ça se tasse jusqu'à l'étape suivante. Si on prend le monde arabe, arabo-musulman, et en incluant bien sûr l'Iran, je dirais qu'on a eu dans les années 2000 une multitude de tensions qui se sont accumulées. Ce sont des tensions politiques. Il y a la crise au Liban en 2005 ; la crise en Iran en 2009 On a eu des grèves, effectivement, comme je l'ai souligné : l'Égypte a été secouée tout au long des années 2000, en 2004, en 2006, par des grandes grèves de textile, qui ont rencontrées des mobilisations étudiantes au même moment. Les étudiants ont relayé, en 2006 à travers le mouvement *Kifâya* (« Ça suffit »), les revendications syndicales des ouvriers du textile, concernant des problèmes liés au coût de la vie, au prix des matières de base. La question, c'est de savoir pourquoi à un moment, ça se déclenche. Tout le monde se souvient de l'immolation par le feu de Mohammed Bouazizi en Tunisie le 17 décembre 2010. Bon. L'immolation par le feu de ce vendeur ambulancier de fruits et de légumes à Sidi Bouzid a provoqué les révolutions arabes. C'est le point de départ. Mais, en mars 2010, six mois avant, à Monastir, ville natale de Bourguiba et ville touristique bien connue, il y a un vendeur ambulancier de crêpes, qui s'est lui aussi immolé par le feu au centre-

ville. Or, il s'est rien passé. Pourquoi en mars, ne se passe-t-il rien ? Pourquoi le 17 décembre, ça déclenche les révolutions arabes. En fait, cela renvoie à la formule de Lénine: "il suffit d'une étincelle pour mettre le feu à la paille". Il faut bien sûr qu'une condition soit remplie: il faut que la paille soit très sèche. C'est-à-dire qu'il faut que les tensions de toutes natures soient telles que ça explose. C'est alors l'événement historique, avec un "e" majuscule.

Eléonore PERRIER : Peut-être pour poursuivre, suite aux questions, on peut voir, puisqu'on a traité la question des médias arabes, qu'en est-il des médias occidentaux sur le débat et sur ce qui est rapporté sur la Syrie, en sachant qu'on a souvent des postures très manichéennes, très opposées, quelle est votre opinion ?

Mohammed EL-OIFI Qu'ils s'agissent ou pas des médias occidentaux, c'est clair : le traitement médiatique est différencié. Il y a des médias qui ont une véritable autonomie par rapport au grand conflit. Et en général, lorsqu'on essaie d'analyser la couverture médiatique c'est à dire comment certains médias nationaux agissent par rapport à un conflit étranger, souvent il faut regarder du côté des ministères des affaires étrangères. Je voulais dire tout simplement que lorsqu'on essaie d'analyser les couvertures médiatiques, les médias nationaux traitant d'événements étrangers, ou de ce qui se passe à l'étranger ou à l'international plutôt, on regarde souvent du côté des avis des ministères des affaires étrangères car on n'a pas d'analyse et du fait de l'instruction. Sur le conflit syrien, il y a des médias occidentaux, qui bénéficient d'une véritable expertise et ont une véritable autonomie. C'est le cas du "New York Times" par exemple qui fournit pour tout le monde et surtout pour les arabophones parfois des avis extrêmement intéressants. C'est la même chose pour "The Guardian" britannique qui a sa propre façon de voir les choses. Avec CNN, c'est la même chose. Ces types de médias sont souvent insensibles à la position de leurs gouvernements et ils ont gardé, en fait, un cap extrêmement hostile envers Bachar al-Assad.

Donc il y a des médias qui ne bénéficient pas de cette autonomie et qui sont sensibles aux orientations de la politique étrangère de leurs gouvernements. Donc souvent, plus on parle des djihadistes, plus la cause de Bachar al-Assad a de soutien et moins les mots sont durs à propos de lui. On fait on le conçoit comme si les djihadistes étaient contre Bachar al-Assad. Et il y a aussi les milieux journalistiques en Occident, qui ne sont pas trop loin de Bachar al-Assad. Ce ne sont pas au fond des grands médias. Ce sont des milieux très actifs qui essaient tout simplement de dire que Bachar al-Assad ne comprend pas que son combat n'est pas légitime, soit au nom de la laïcité, soit au nom des minorités, soit au nom justement d'orientations pro-russes.

Il n'y a pas d'intérêt à mon avis en Occident pour les opinions publiques concernant la question syrienne. Par rapport à la véritable orientation politique, les gens ont d'autres choses à faire, ils sont fatigués, ils ont beaucoup d'autres préoccupations. La lecture de cette crise est vraiment diversifiée. Mais, c'est vrai que je ne suis pas spécialiste de la question donc je parle vraiment en profane.

Eléonore PERRIER: Merci. Il est vrai que si le thème était "la Syrie, et maintenant?", les autres observations posent finalement la question de "la Syrie, et demain?", que ce soit sur la question de la chute probable du régime de Bachar al-Assad, comme l'a évoqué Philippe DROZ-VINCENT, ou bien la question de savoir comment mettre fin à cette guerre civile et la question de la communauté internationale dans son positionnement et la solution politique au conflit. Alors, je ne sais pas qui veut répondre à cette question sur la "Syrie: et demain?". Comme la situation est bien plus complexe comme ça, il est plus simple d'analyser le passé et d'essayer d'analyser le présent pour comprendre ce qu'il se passe. Il est toujours plus compliqué de parler de l'avenir, d'autant plus que la solution est, me semble-t-

il, essentiellement politique. J'ai évoqué Genève II au début, en préalable. On a pu voir l'Irak, pays voisin de la Syrie qui est en guerre depuis vingt ans: première guerre en 1991, deuxième guerre en 2003 et il y a des morts tous les jours ainsi que des attentats quotidiens. Donc, on sait maintenant, qu'imposer la démocratie par la guerre, cela ne fonctionne pas. Par contre, que fait la communauté internationale pour sortir un pays de la guerre? Elle a vraiment un travail à faire. Il faut une solution politique. Comment on fait pour rentrer dans une logique de paix ? Pour rentrer dans une logique de paix, il ne s'agit pas, évidemment, au préalable, de dire: "un tel, je n'en veux pas et un tel, je n'en veux pas". Effectivement, il faut que tout le monde se mette autour de la table. Et ce sont bien les objectifs de Genève II, mais cela sera bien compliqué. Tout le monde ne sera pas autour de la table, comme cela a été évoqué, le Hezbollah, pour le moment, a priori n'en fait pas partie, mais c'est une vraie interrogation. Il n'y a pas de solution clef en main, sinon on l'aurait déjà mise en oeuvre évidemment. Et sortir d'une guerre civile extrêmement compliquée et trouver une solution pour sortir par le haut en le faisant avec son peuple, c'est bien ça, qui est le plus important. Il y a une vraie aspiration chez les Syriens actuellement pour sortir effectivement de cette guerre civile. Le problème, on l'a bien vu, c'est qu'il y a des enjeux qui dépassent largement les Syriens. Maintenant je pense que j'ai permis de relancer la parole des intervenants, qui vont avoir un certain nombre d'idées à exprimer. Peut-être, Pierre MICHELETTI..

Pierre MICHELETTI : Je vais saisir le micro, parce que je dois partir, ce qui était prévu et non pas du tout pour ne pas répondre à la question. Tout simplement, le hasard fait que j'ai rencontré il y a quelques jours l'ambassadeur de la France pour la Syrie, et qui me disait, et qui, dans une certaine mesure, va alimenter les réactions des autres personnes sur la tribune, c'est que le succès de Genève II ne se résumera pas à la présence ou pas d'un certain nombre d'acteurs. Le succès de Genève II trouvera ses fondements dans le fait que seront présents à Genève des acteurs qui auront une vraie capacité à peser sur les décisions politiques et sur la mise en oeuvre de solutions sur le fond. Donc, cela ne peut pas être qu'un effet d'affichage, parce qu'on aurait réuni à Genève des acteurs. C'est pour ça que je prends la parole sur ce sujet, sur lequel je suis relativement peu compétent, mais, parce que précisément la fragmentation que je vous ai présentée, traduit le fait qu'une des difficultés de Genève sera d'avoir les bons interlocuteurs pour faire en sorte qu'une fois qu'ils arrivent à une prise de décision, qu'elle aille dans le bon sens. Voilà ce que je veux dire et je vous prie d'excuser le fait que je vais partir sur ces paroles.

Eléonore PERRIER : Merci Pierre. Effectivement, on dépasse légèrement l'heure et on va s'atteler à terminer dans les cinq minutes. Peut-être un mot pour conclure sur ces questions-là. Je vous invite ensuite à venir après la fin de cette conférence-débat interviewer les uns et les autres.

Jean-Paul BURDY : Oui, ce régime tombera ; mais je veux dire, il tombera peut-être dans cinq ans, peut-être dans dix ans, peut-être dans vingt ans. J'ai dirigé un numéro de revue sur la Syrie, intitulé « Régionalisation et internationalisation d'une guerre imposée » (revue EurOrient no 41-42, paru en mai 2013 chez l'Harmattan), dont les textes étaient rédigés fin 2012. La majorité des rédacteurs voyaient Bachar Al-Assad fini dans les six mois. Quand j'ai reçu les textes, j'ai essayé de calmer un peu certains rédacteurs, en leur disant: "il faut voir". Fin 2012, tout le monde pensait Bachar al-Assad fini dans les six mois. Or, Bachar, actuellement, "grâce à" son crime contre l'humanité commis le 21 août par le bombardement

chimique, donc par l'utilisation des armes de destruction massive, a été remis en selle par les grandes puissances. La position de la Russie n'est pas surprenante, mais celle des États-Unis l'est plus. Barack Obama, qui avait soi-disant tracé une ligne rouge en août 2012 sur l'utilisation des armes de destruction massive, a négocié en secret, avant même l'utilisation des armes chimiques le 21 août, un accord avec les Russes sur ces armes chimiques. Et du coup, Bachar, d'une part, gagne progressivement du terrain ces derniers mois ; et d'autre part, au plan international, il redevient un acteur incontournable et fréquentable. Ça s'était déjà produit entre 2006-2007. Alors qu'en 2005 c'était le pestiféré de la région contraint de quitter le Liban, en 2006-2007-2008, tout le monde l'a réhabilité : les Qataris, puis les Turcs, puis Nicolas Sarkozy, et en 2008 George W. Bush. Donc, ce n'est pas la première fois que Bachar est considéré comme fini et qu'il resurgit. Il y a une résilience de ce régime, qui est quand même assez spectaculaire. Pour terminer, puisqu'on évoquait la Bosnie-Herzégovine, Slobodan Milosevic, dirigeant nationaliste serbe, a eu une très lourde responsabilité dans les guerres qui se sont développées en 1991 et 1999 en ex-Yougoslavie. Mais il n'est pas tombé aux accords de Dayton en 1995, il n'est pas tombé directement avec les bombardements de l'OTAN sur le Kosovo en 1999. Il est tombé entre 2000-2001 suite aux manifestations des étudiants du mouvement pacifique non-violent "Otpor", qui, à force de faire des sit-ins, des banderoles etc. au centre de Belgrade, ont contraint Milosevic, le dictateur, à quitter le pouvoir. On ne sait pas ce qui va se passer en Syrie. On ne peut guère faire de prospective. Ce régime peut tomber dans quelques mois, il peut durer encore très longtemps. Bachar est très jeune, malheureusement.

Philippe DROZ-VINCENT: Alors, sur la question de la chute du régime, je pense qu'effectivement pour le moment, on ne voit pas la chute qui se fera par moyen militaire. Ça, c'est clair. Ça ne sera plus par la négociation politique et les processus diplomatiques.

C'est-à-dire qu'on est dans une situation de blocage complet, où - certes - le régime est résilient, c'est-à-dire que ce régime résiste. Il résiste mais, en même temps, il s'affaiblit. Il s'affaiblit, parce qu'il a une armée, certes, qui est très résiliente et efficace dans la répression, mais qui est de plus en plus petite et qui doit travailler "à 360 degrés", cela veut dire qu'une fois qu'elle a écrasé l'opposition à tel endroit, ça recommence à un autre etc. Cette armée est aussi épuisée. D'où l'importance des milices qu'ils ont recrutées. Elles sont à la fois syriennes, très organisées bénéficiant de l'aide des Iraniens et agissant selon le modèle iranien des Bassidjis. Ce sont les Bassidjis avec les Pasdarans, les gardiens de la révolution iranienne, qui leur ont expliqué comment se structurer. Ensuite, les combattants du Hezbollah, et toutes les milices irakiennes aussi ont été recrutés. Mais en face, il y a quand même un régime qui s'affaiblit ; qui a besoin de ressources extérieures pour renforcer son potentiel.

Et puis d'un autre côté, et c'est pour ça que je dis qu'il y a un blocage complet, la rébellion a récupéré une quantité monstrueuse d'armes. Elle est armée. Elle a beaucoup d'armes. Et puis, la société a tellement souffert ; tellement souffert de ces horreurs, que jamais cette société ne rentrera plus dans le rang.

Parce qu'un régime autoritaire ; comment ça fonctionne, un régime autoritaire ? Il se fonde, bien sûr, sur la répression, mais surtout sur la peur de la répression, qui est beaucoup plus efficace que la répression elle-même, qui n'intervient qu'ultimement, quand vraiment les gens osent sortir dans les espaces publics. Mais la peur, souvent, suffit. La peur de la répression. C'est ce qu'on appelle "le mur de la peur" dans le monde arabe. Et, ce mur-là, il est tombé. C'est-à-dire que les gens ont tellement souffert qu'ils n'accepteront plus d'avoir peur et de

rester prudent, c'est-à-dire d'avoir peur dans les lieux publics et de critiquer le régime politique autant qu'ils veulent dans l'espace privé.

Donc, il y a un blocage du point de vue de la situation militaire et donc la chute se fera certainement par la solution diplomatique. Les Russes lâcheront Bachar al-Assad et les Iraniens aussi. N'oubliez pas que les armes chimiques, c'est aussi une ligne rouge. Pas seulement pour les Américains, mais les Iraniens savent aussi ce que c'est, les armes chimiques, particulièrement l'élite islamique, dont Hassan Rohani est un élément très important.

Les Russes lâcheront Bachar al-Assad dès qu'ils trouveront avec les Occidentaux, et en particulier avec les Américains, une solution, qui défende leurs intérêts ; leur donne un rôle dans la Syrie future. Vous avez vu un début d'accord sur quelque chose de très technique et très spécifique, qui sont les armes chimiques syriennes ; et la destruction des armes chimiques syriennes, où les Russes et les Américains ont négocié, en flouant un peu les Français, qui croyaient qu'ils allaient faire la guerre, et ont tout d'un coup sorti cet accord, qu'ils ont négocié préalablement. C'est ce qu'ils sont en train de faire: négocier par derrière pour essayer de trouver une solution, pour pouvoir ensuite réunir la conférence Genève II. D'où le fait que la conférence se prolonge. On l'avait annoncé en novembre, après en décembre et maintenant, en janvier.

Et dernier point sur la communauté internationale: la question de Monsieur était sur la communauté internationale et pourquoi elle n'intervient pas et quand elle interviendra. Je vais faire court car je n'ai pas le temps de rentrer dans les détails. La communauté internationale, ça n'existe pas. La communauté internationale, elle n'existe que quand elle est incarnée par quelques États qui parlent au nom de la communauté internationale, et qui se lancent dans une intervention, au nom d'un certain nombre de légitimités qui ont changé.

Après l'invasion de l'Irak en 2003 par les Etats-Unis, l'intervention unilatérale, ça n'est plus légitime. Donc, l'intervention doit passer par un certain nombre de canaux ; et en particulier onusiens, en particulier le Conseil de Sécurité, autour de thématiques comme la Responsabilité de Protéger; le chapitre sept de l'ONU qui permet l'usage de la force dans ce qui est appelé des menaces à la paix et la sécurité internationales. Et ces menaces à la sécurité, à la paix, peuvent être, et on le sait maintenant depuis les années 2000, aussi des questions internes. C'est-à-dire que les menaces à la sécurité, à la paix, ce ne sont plus seulement des questions internationales, de rapports interétatiques. Ce sont aussi des questions comme la décomposition d'un État ou le massacre d'une population peut être considéré comme une menace à la paix et à la sécurité, tout à fait légitime. Donc, il y a un certain nombre de canaux par lesquels l'autorisation pour intervenir passe désormais. Donc, surtout après le problème de l'Irak en 2003, où l'administration américaine avait dit là, nous intervenons, parce que, nous avons décidé, nous avons de bonnes raisons, c'est comme ça, et les autres nous suivront ou pas et c'est ainsi. Ça ne se passe plus comme ça. La communauté internationale doit passer par un certain nombre de canaux et il y a une espèce de légitimité, à peu près reconnue partout, que ça passe par le Conseil de Sécurité.

Sauf que ce processus est long et complexe. Et dans le cas syrien, plus on attend, plus le conflit monte et plus les extrémistes montent, plus le conflit devient dangereux, les djihadistes montent en puissance, ce qu'illustre le petit film que Pierre MICHELETTI a montré, et donc, plus les puissances intervenantes sont réticentes. C'est une espèce de contradiction interne. Donc, voilà la situation dans laquelle est la communauté internationale en termes d'intervention. C'est pour ça que l'intervention semble peu probable. Je parle de la solution de l'intervention, c'est-à-dire du déploiement des forces militaires.

Mais, par contre, la solution politique dans le sens de la négociation américano-soviétique avec les Iraniens est probable. Et le fait que le dossier nucléaire iranien se soit débloqué, c'est

évidemment quelque chose d'extrêmement important. Après, ça peut bloquer très très vite, puisque ce n'est pas parce que l'accord est signé, que les choses vont pouvoir se mettre en place. Vous avez vu que le Congrès américain est très opposé à cet accord sur le nucléaire iranien en termes de levée des sanctions, mais la solution passera certainement par la négociation. Enfin, pour le moment, de ce qu'on voit, je comprends très peu de choses, mais de ce peu que je comprends, je conclus que la solution semble pouvoir se dessiner. Il y a une espèce de petite fenêtre d'opportunité dans ces convergences américano-soviétiques et américano-iraniennes sur le dossier nucléaire, qui n'est pas un petit dossier, et qui pourrait devenir un dossier américano-russo-iranien sur la Syrie et sur la chute du régime ou sur le remplacement du régime. Peut-être en profitant du fait que Bachar aura fini son mandat en 2014, il pourra peut-être s'en aller.

Eléonore PERRIER : Merci à nos intervenants pour leurs explications et leurs éclairages sur la question syrienne. Je n'ai plus envie de rien dire après ce que vient de dire Philippe DROZ-VINCENT. Peut-être, juste un mot, sur la résilience, puisqu'elle a été évoquée. C'est un concept, la résilience, qui existe et qui a été inventé au départ dans le champ psychologique individuel pour voir comment un individu fait face à un traumatisme. Ce concept a évolué depuis une dizaine d'années. On se pose la question du régime résilient dans une moindre mesure. On se pose plutôt la question de savoir comment effectivement la société syrienne va faire acte de résilience, en sachant évidemment qu'on ne peut pas répondre à cette question-là, puisqu'elle est évidemment et individuelle et collective. Mais c'est cette capacité d'agir face à des traumatismes, et c'est le cas de ce qui est vécu en Syrie depuis au moins deux ans. On parle de la guerre civile. Rappelons-nous que le régime syrien vivait depuis des décennies avec un certain nombre de tabous. La politique était l'un des premiers tabous avec les prisons politiques, avec des pendants sur les places publiques jusqu'à très récemment. Il y a vraiment une nécessité de tourner la page alors que les Syriens n'ont pas forcément les codes ou les habitudes démocratiques pour y parvenir. Une démocratie ne se décrète pas du jour au lendemain. On voit nous-mêmes qu'en France, on a mis très longtemps pour y arriver et une démocratie n'est jamais un régime pérenne, c'est-à-dire qu'il n'est toujours que le résultat de la volonté des citoyens qui la composent, et de leurs consciences et, ce qui a été évoqué à un moment donné, est fondé sur les valeurs qui sont partagées. Pour conclure, la Syrie a encore tout à inventer. Merci.